Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 202 del 24 luglio 1981

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | **Roma - Venerdì, 24 luglio 1981** | SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 41

LEGGE 25 maggio 1981, n. 385.

Adesione alla convenzione sulle sostanze psicotrope, adottata a Vienna il 21 febbraio 1971, e sua esecuzione.

LEGGE 25 maggio 1981, n. 386.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla dispensa dalla legalizzazione per taluni atti e documenti, firmata ad Atene il 15 settembre 1977.

LEGGE 25 maggio 1981, n. 387.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Roma il 7 maggio 1979.

LEGGE 25 maggio 1981, n. 388.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Tunisi il 16 maggio 1979.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 25 maggio 1981, n. **385**.

Adesione alla convenzione sulle sostanze psicotrope, adottata a Vienna il 21 febbraio 1971, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione sulle sostanze psicotrope, adottata a Vienna il 21 febbraio 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 26 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 maggio 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — ROGNONI —
DARIDA — ANIASI

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION SUR LES SUBSTANCES PSYCHOTROPES

Préambule

Les Parties,

Soucieuses de la santé physique et morale de l'humanité,

Préoccupées par le problème de santé publique et le problème social qui résultant de l'abus de certaines substances psychotropes,

Déterminées à prévenir et à combattre l'abus de ces substances et le trafic illicite auquel il donne lieu,

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures rigoureuses pour limiter l'usage de ces substances à des fins légitimes,

Reconnaissant que l'utilisation des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques est indispensable et que la possibilité de se procurer des substances à ces fins ne devrait faire l'objet d'aucune restriction injustifiée,

Croyant que pour être efficaces les mesures prises contre l'abus de ces substances doivent être coordonnées et universelles,

Reconnaissant la compétence de l'Organisation des Nations Unies en matière de contrôle des substances psychotropes et désirant que les organes internationaux intéressés exercent leur activité dans le cadre de cette Organisation,

Convaincues qu'une convention internationale est nécessaire pour réaliser ces fins,

Conviennent de ce qui suit:

Article premier.

Glossaire.

Sauf indication expresse en sens contraire, ou sauf si le contexte exige qu'il en soit autrement, les expressions suivantes ont dans la présente Convention les significations indiquées ci-dessous:

a) L'expression « Conseil » désigne le Conseil économique et social des Nations Unies.

b) L'expression « Commission » désigne la Commission des stupéfiants du Conseil.

c) L'expression « Organe » désigne l'Organe international de contrôle des stupéfiants institué en vertu de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.

d) L'expression « Secrétaire général » désigne le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

e) L'expression « Substance psychotrope » désigne toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou synthétique, ou tout produit naturel du Tableau I, II, III ou IV.

f) L'expression « préparation » désigne:

i) Une solution ou un mélange, quel que soit son état physique, contenant une ou plusieurs substances psychotropes, ou

ii) une ou plusieurs substances psychotropes divisées en unités de prise.

g) Les expressions « Tableau I », « Tableau II », « Tableau III » et « Tableau IV » désignent les listes de substances psychotropes portant les numéros correspondants, annexées à la présente Convention, qui pourront être modifiées, conformément à l'article 2.

h) Les expressions « exportation » et « importation » désignent, chacune dans son acception particulière, le transfert matériel d'une substance psychotrope d'un Etat dans un autre Etat.

i) L'expression « fabrication » désigne toutes les opérations permettant d'obtenir des substances psychotropes, et comprend la purification et la transformation de substances psychotropes en d'autres substances psychotropes. Cette expression comprend aussi la fabrication de préparations autres que celles qui sont faites, sur ordonnance, dans une pharmacie.

j) L'expression « trafic illicite » désigne la fabrication ou le trafic de substances psychotropes, effectués contrairement aux dispositions de la présente Convention.

k) L'expression « région » désigne toute partie d'un Etat qui, en vertu de l'article 28, est traitée comme une entité distincte aux fins de la présente Convention.

l) L'expression « locaux » désigne les bâtiments, les parties de bâtiments ainsi que le terrain affecté auxdits bâtiments ou aux parties desdits bâtiments.

Article 2.

Champ d'application du contrôle des substances

1. Si une Partie ou l'Organisation mondiale de la santé est en possession de renseignements se rapportant à une substance non encore soumise au contrôle international qui, à son avis, peuvent rendre nécessaire son adjonction à l'un des Tableaux de la présente Convention, elle adressera au Secrétaire général une notification accompagnée de tous les renseignements pertinents à l'appui. Cette procédure sera de même appliquée lorsqu'une Partie ou l'Organisation mondiale de la santé sera en possession des renseignements qui justifient le transfert d'une substance d'un Tableau à un autre, ou la suppression de son inscription à l'un des Tableaux.

2. Le Secrétaire général communiquera cette notification, ainsi que les renseignements qu'il jugera pertinents, aux Parties, à la Commission et, si la notification a été faite par une Partie, à l'Organisation mondiale de la santé.

3. S'il résulte des renseignements accompagnant cette notification que ladite substance est susceptible d'être inscrite au Tableau I ou au Tableau II en vertu du paragraphe 4, les Parties examineront, à la lumière de tous les renseignements dont elles disposeront, la possibilité d'appliquer à titre provisoire à cette substance toutes les mesures de contrôle applicables aux substances du Tableau I ou du Tableau II, selon le cas.

4. Si l'Organisation mondiale de la santé constate:

a) que ladite substance peut provoquer

i) 1) un état de dépendance, et

2) une stimulation ou une dépression du système nerveux central donnant lieu à des hallucinations ou à des troubles de la fonction motrice ou du jugement ou du comportement ou de la perception ou de l'humeur, ou

ii) des abus et des effets nocifs comparables à ceux d'une substance du Tableau I, II, III ou IV, et

b) qu'il existe des raisons suffisantes de croire que la substance donne ou risque de donner lieu à des abus tels qu'elle constitue un problème de santé publique et un problème social justifiant qu'elle soit placée sous contrôle international,
elle communiquera à la Commission une évaluation de cette substance, où elle indiquera notamment la mesure dans laquelle la substance donne ou risque de donner lieu à des abus, le degré de gravité du problème de santé publique et du problème social et le degré d'utilité de la substance en thérapeutique, ainsi que des recommandations sur les mesures éventuelles de contrôle auxquelles il serait opportun de l'assujettir à la lumière de cette évaluation.

5. Tenant compte de la communication de l'Organisation mondiale de la santé, dont les évaluations seront déterminantes en matière médicale et scientifique, et prenant en considération les facteurs d'ordre économique, social, juridique, administratif et tous autres facteurs qu'elle pourra juger pertinents, la Commission pourra ajouter ladite substance au Tableau I, II, III ou IV. Elle pourra demander des renseignements complémentaires à l'Organisation mondiale de la santé ou à d'autres sources appropriées.

6. Si une notification faite en vertu du paragraphe 1 a trait à une substance déjà inscrite à l'un des Tableaux, l'Organisation mondiale de la santé transmettra à la Commission ses nouvelles constata-

tions ainsi que toute nouvelle évaluation de cette substance qu'elle pourra faire conformément aux dispositions du paragraphe 4 et toutes nouvelles recommandations portant sur des mesures de contrôle qui pourront lui paraître appropriées à la lumière de ladite évaluation. La Commission, tenant compte de la communication reçue de l'Organisation mondiale de la santé conformément au paragraphe 5, ainsi que des facteurs énumérés dans ledit paragraphe, pourra décider de transférer cette substance d'un Tableau à un autre, ou de supprimer son inscription aux Tableaux.

7. Toute décision de la Commissione prise en vertu du présent article sera communiquée par le Secrétaire général à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats non membres Parties à la présente Convention, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organe. Cette décision prendra pleinement effet pour chaque Partie 180 jours après la date de la communication, sauf pour une Partie qui, pendant cette période, et au sujet d'une décision ayant pour effet d'ajouter une substance à un Tableau, aura informé par écrit le Secrétaire général qu'en raison de circonstances exceptionnelles elle n'est pas en mesure de soumettre cette substance à toutes les dispositions de la Convention applicables aux substances de ce Tableau. Une telle notification exposera les motifs de cette décision exceptionnelle. Nonobstant cette notification, chaque Partie devra appliquer au minimum les mesures de contrôle énumérées ci-après.

a) La Partie qui a notifié au Secrétaire général une telle décision au sujet d'une substance jusque-là non soumise au contrôle et ajoutée au Tableau I, tiendra compte, autant que possible, des mesures de contrôle spéciales énumérées à l'article 7 et, en ce qui concerne cette substance, devra:

i) exiger des licences pour sa fabrication, son commerce et sa distribution, conformément aux dispositions prévues par l'article 8 pour les substances du Tableau II;

ii) exiger qu'elle ne soit fournie ou dispensée que sur ordonnance médicale, conformément aux dispositions prévues par l'article 9 pour les substances du Tableau II;

iii) se conformer aux obligations relatives à l'exportation et à l'importation énoncées à l'article 12, sauf à l'égard d'une autre Partie ayant adressé au Secrétaire général une notification au sujet de la substance en question;

iv) se conformer aux obligations énoncées pour les substances du Tableau II à l'article 13, portant interdiction ou restrictions à l'exportation et à l'importation;

v) fournir à l'Organe des rapports statistiques conformément aux dispositions de l'alinéa *a)* du paragraphe 4 de l'article 16; et

vi) prendre des mesures conformes aux dispositions de l'article 22 en vue de réprimer tout acte contraire aux lois ou règlements adoptés en exécution des obligations ci-dessus.

b) La Partie qui a notifié au Secrétaire général une telle décision au sujet d'une substance jusque-là non soumise au contrôle et ajoutée au Tableau II devra en ce qui concerne cette substance:

i) exiger des licences pour sa fabrication, son commerce et sa distributon, conformément aux dispositions de l'article 8;

ii) exiger qu'elle ne soit fournie ou dispensée que sur ordonnance médicale, conformément aux dispositions de l'article 9;

iii) se conformer aux obligations relatives à l'exportation et à l'importation énoncées à l'article 12, sauf à l'égard d'une autre Partie ayant adressé au Secrétaire général une notification au sujet de la substance en question;

iv) se conformer aux obligations énoncées à l'article 13, portant interdiction ou restrictions à l'exportation et à l'importation;

v) fournir à l'Organe des rapports statistiques conformément aux dispositions des alinéas *a*), *c*) et *d*), du paragraphe 4 de l'article 16; et

vi) prendre des mesures conformes aux dispositions de l'article 22 en vue de réprimer tout acte contraire aux lois ou règlements adoptés en exécution des obligations ci-dessus.

c) La Partie qui a notifié au Secrétaire général une telle décision au sujet d'une substance jusque-là non soumise au contrôle et ajoutée au Tableau III devra, en ce qui concerne cette substance:

i) exiger des licences pour sa fabrication, son commerce et sa distribution, conformément aux dispositions de l'article 8;

ii) exiger qu'elle ne soit fournie ou dispensée que sur ordonnance médicale, conformément aux dispositions de l'article 9;

iii) se conformer aux obligations relatives à l'exportation énoncées à l'article 12, sauf à l'égard d'une autre Partie ayant adressé au Secrétaire général une notification au sujet de la substance en question;

iv) se conformer aux obligations énoncées à l'article 13, portant interdiction ou restrictions à l'exportation et à l'importation; et

v) prendre des mesures conformes aux dispositions de l'article 22 en vue de réprimer tout acte contraire aux lois ou règlements adoptés en exécution des obligations ci-dessus.

d) La Partie qui a notifié au Secrétaire général une telle décision au sujet d'une substance jusque-là non soumise au contrôle et ajoutée au Tableau IV devra, en ce qui concerne cette substance:

i) exiger des licences pour sa fabrication, son commerce et sa distribution, conformément aux dispositions de l'article 8;

ii) se conformer aux obligations énoncées à l'article 13, portant interdiction ou restrictions à l'exportation et à l'importation; et

iii) prendre des mesures conformes aux dispositions de l'article 22 en vue de réprimer tout acte contraire aux lois ou règlements adoptés en exécution des obligations ci-dessus.

e) La Partie qui a notifié au Secrétaire général une telle décision au sujet d'une substance transférée à un Tableau auquel s'appliquent des mesures de contrôle et des obligations plus strictes appliquera au minimum l'ensemble des dispositions de la présente Convention applicable au Tableau d'où elle a été transférée.

8. *a)* Les décisions de la Commission prises en vertu du présent article seront sujettes à revision par le Conseil si une Partie en formule la demande dans les 180 jours suivant la réception de la notification de la décision. La demande de revision devra être adressée au Secrétaire général en même temps que tous les renseignements pertinents qui l'auront motivée.

b) Le Secrétaire général communiquera copie de la demande de revision et des renseignements pertinents à la Commission, à l'Organisation mondiale de la santé et à toutes les Parties, en les invitant à lui communiquer leurs observations dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Toutes les observations ainsi reçues seront soumises à l'examen du Conseil.

c) Le Conseil peut confirmer, modifier ou annuler la décision de la Commission. Sa décision sera notifiée à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats non membres Parties à la présente Convention, à la Commission, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organe.

d) Au cours de la procédure de revision, la décision originale de la Commission restera en vigueur, sous réserve des dispositions du paragraphe 7.

9. Les Parties feront tout ce qui est en leur pouvoir afin de soumettre à des mesures de surveillance autant que faire se pourra les substances qui ne sont pas visées par la présente Convention, mais qui peuvent être utilisées pour la fabrication illicite de substances psychotropes.

Article 3.

Dispositions particulières relative au contrôle des préparations

1. Sous réserve de ce qui est stipulé aux paragraphes suivants du présent article, une préparation est soumise aux mêmes mesures de contrôle que la substance psychotrope qu'elle contient, et, si elle contient plus d'une telle substance, aux mesures applicables à celle de ces substances qui est le plus strictement contrôlée.

2. Si une préparation qui contient une substance psychotrope autre qu'une substance du Tableau I est composée de telle manière qu'elle ne présente qu'un risque d'abus négligeable ou nul, et que la substance ne peut pas être récupérée en quantité pouvant donner lieu à des abus, par des moyens facilement applicables, et qu'en conséquence cette préparation ne crée, ni un problème pour la santé publique, ni un problème social, ladite préparation pourra être exemptée de certaines des mesures de contrôle énoncées dans la présente Convention, conformément au paragraphe 3.

3. Si une Partie constate qu'une préparation relève des dispositions du paragraphe précédent, elle peut décider de l'exempter, dans son pays ou dans l'une de ses régions, d'une ou de toutes les mesures de contrôle prévues dans la présente Convention; toutefois ladite préparation demeurera soumise aux obligations énoncées dans les articles suivants:

a) article 8 (licences), en ce qu'il s'applique à la fabrication;

b) article 11 (enregistrement), en ce qu'il s'applique aux préparations exemptées;

c) article 13 (interdiction et restrictions à l'exportation et à l'importation);

d) article 15 (inspection), en ce qu'il s'applique à la fabrication;

e) article 16 (renseignements à fournir par les Parties), en ce qu'il s'applique aux préparations exemptées; et

f) article 22 (dispositions pénales), dans la mesure nécessaire à la répression d'actes contraires aux lois ou règlements adoptés conformément aux obligations ci-dessus.

Ladite Partie notifiera au Secrétaire général toutes décisions de ce genre, ainsi que le nom et la composition de la préparation exemptée, et les mesures de contrôle dont celle-ci est exemptée. Le Secrétaire général transmettra la notification aux autres Parties, à l'Organisation mondial de la santé et à l'Organe.

4. Si une Partie ou l'Organisation mondiale de la santé a des informations sur une préparation exemptée en vertu du paragraphe 3, qui, à son avis, justifient la suppression complète ou partielle de l'exemption, elle les notifiera au Secrétaire général et lui fournirà les informations à l'appui de cette notification. Le Secrétaire général transmettra cette notification, accompagnée de toute information qu'il jugera pertinente, aux Parties, à la Commission et, lorsque la notification sera faite par une Partie, à l'Organisation mondiale de la santé. L'Organisation mondiale de la santé communiquera à la Commission une évaluation de la préparation prenant en considération les facteurs énumérés au paragraphe 2, ainsi qu'une recommandation relative aux mesures de contrôle dont la préparation devrait éventuellement cesser d'être exemptée. La Commission, tenant compte de la communication de l'Organisation mondiale de la santé, dont l'évaluation sera détermi-

nante en matière médicale et scientifique, et prenant en considération les facteurs d'ordre économique, social, juridique, administratif et autres, qu'elle pourra juger pertinents, pourra décider que la preparation cessera d'être exemptée d'une ou de toutes les mesures de contrôle. Le Secrétaire général communiquera toute décision de la Commission prise en vertu du présent paragraphe à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux Etats non membres Parties à la présente Convention, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organe. Toutes les Parties prendront des dispositions en vue de supprimer l'exemption de la ou des mesures de contrôle en question dans un délai de 180 jours à compter de la date de la communication du Secrétaire général.

Article 4.

Autres dispositions particulières relatives au champ d'application du contrôle

En ce qui concerne les substances psychotropes autres que celles du Tableau I, les Parties pourront autoriser:

a) le transport par les voyageurs internationaux de petites quantités de préparations pour les usage personnel; chaque Partie pourra cependant s'assurer que ces préparations ont été légalement obtenues;

b) l'emploi de ces substances dans l'industrie pour la fabrication de substances ou produits non psychotropes, sous réserve que leur soient appliquées les mesures de contrôle requises par la présente Convention jusqu'à ce que l'état des substances psychotropes soit tel qu'elles ne puissent pas, dans la pratique, donner lieu à des abus ou être récupérées; et

c) l'utilisation de ces substances, sous réserve que leur soient appliquées les mesures de contrôle requises par la présente Convention, pour la capture d'animaux par des personnes expressément autorisées par les autorités compétentes à utiliser lesdites substances à cet effet.

Article 5.

Limitation de l'utilisation aux fins médicales et scientifiques

1. Chaque Partie limitera l'utilisation des substances du Tableau I ainsi qu'il est prévu à l'article 7.

2. Chaque Partie devra, sous réserve des dispositions de l'article 4, limiter, par les mesures qu'elle jugera appropriées, la fabrication, l'exportation, l'importation, la distribution, les stocks, le commerce, l'emploi et la détention de substances des Tableaux II, III et IV aux fins médicales et scientifiques.

3. Il est souhaitable que les Parties n'autorisent pas la détention de substances des Tableaux II, III et IV, sauf dans les conditions prévues par la loi.

Article 6.

Administration spéciale

Il est souhaitable qu'à l'effet d'appliquer les dispositions de la présente Convention chaque Partie institue et entretienne une administration spéciale. Il peut y avoir avantage à ce que cette administration soit la même que l'administration spéciale qui a été instituée en vertu des dispositions des conventions soumettant les stupéfiants à un contrôle, ou qu'elle travaille en étroite collaboration avec cette administration speciale.

Article 7.

Dispositions spéciales visant les substances du Tableau I

En ce qui concerne les substances du Tableau I, les Parties devront:

a) interdire toute utilisation de ces substances, sauf à des fins scientifiques ou à des fins médicales très limitées, par des personnes dûment autorisées qui travaillent dans des établissements médicaux ou scientifiques relevant directement de leurs gouvernements ou expressément autorisés par eux;

b) exiger que la fabrication, le commerce, la distribution et la détention de ces substances soient subordonnés à la possession d'une licence spéciale ou d'une autorisation préalable;

c) prévoir une surveillance étroite des activités et des actes mentionnés aux alinéas *a)* et *b)*;

d) ne permettre de délivrer à une personne dûment autorisés que la quantité de ces substances nécessaire aux fins pour lesquelles l'autorisation a été accordée;

e) exiger que les personnes exerçant des fonctions médicales et scientifiques enregistrent l'acquisition de ces substances et les détails de leur utilisation, lesdits enregistrements devant être conservés pendant au moins deux ans après la dernière utilisation qui y aura été consignée; et

f) interdire l'exportation et l'importation de ces substances sauf lorsque l'exportateur et l'importateur seront l'un et l'autre l'autorité ou l'administration compétente du pays ou de la région exportateurs et importateurs, respectivement, ou d'autres personnes ou entreprises que les autorités compétentes de leurs pays ou régions auront expressement autorisées à cet effet. Les exigences prévues au paragraphe 1 de l'article 12 en ce qui concerne les autorisations d'exportation et d'importation pour les substances du Tableau II s'appliqueront également aux substances du Tableau I.

Article 8.

Licences.

1. Les Parties exigeront une licence ou autre mesure de contrôle similaire pour la fabrication, le commerce (y compris le commerce

d'exportation et d'importation) et la distribution des substances des Tableaux II, III et IV.

2. Les Parties:

a) exerceront une surveillance sur toutes les personnes et entreprises dûment autorisées se livrant à la fabrication, au commerce (y compris le commerce d'exportation et d'importation) ou à la distribution des substances visées au paragraphe 1;

b) soumettront à un régime de licence ou autre mesure de contrôle similaire les établissements et les locaux dans lesquels cette fabrication, ce commerce ou cette distribution peuvent se faire; et

c) feront en sorte que des mesures de sécurité soient prises pour ces établissements et ces locaux, de manière à prévenir les vols ou autres détournements de stocks.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article concernant le régime de licence ou autres mesures de contrôle similaires ne s'appliqueront pas nécessairement aux personnes dûment autorisées à exercer des fonctions thérapeutiques ou scientifiques et agissant dans l'exercice de ces fonctions.

4. Les Parties exigeront que toutes les personnes à qui des licences sont délivrées en application de la présente Convention ou qui possèdent des autorisations équivalentes conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1 du présent article ou à l'alinéa *b*) de l'article 7 soient dûment qualifiées pour appliquer effectivement et fidèlement les dispositions des lois et règlements adoptés en exécution de la présente Convention.

Article 9.

Ordonnances médicales

1. Les Parties exigeront que les substances des Tableaux II, III et IV ne soient fournies ou dispensées pour être utilisées par des particuliers que sur ordonnance médicale, sauf dans les cas où des particuliers peuvent légalement obtenir, utiliser, dispenser ou administrer ces substances dans l'exercice dûment autorisé de fonctions thérapeutiques ou scientifiques.

2. Les Parties prendront les mesures nécessaires pour que les ordonnances prescrivant des substances des Tableaux II, III et IV soient délivrées conformément à la pratique médicale et soumises, en ce qui concerne notamment le nombre des renouvellements possibles et la durée de leur validité, à une réglementation qui assure la protection de la santé et de l'intérêt publics.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une Partie peut si, à son avis, la situation locale l'exige et dans les conditions qu'elle

pourra prescrire, y compris en matière d'enregistrement, autoriser les pharmaciens sous licence ou tous autres distributeurs de détail sous licence désignés par les autorités chargées de la santé publique dans son pays ou une partie de celui-ci, à fournir, à leur discrétion et sans ordonnance, pour être utilisée par des particuliers dans des cas exceptionnels et à des fins médicales, de petites quantités de substances des Tableaux III et IV, dans les limites que les Parties définiront.

Article 10.

Mises en garde à porter sur le conditionnement et annonces publicitaires

1. Chaque Partie exigera, compte tenu des réglementations ou recommandations pertinentes de l'Organisation mondiale de la santé, que soient indiqués sur les étiquettes, lorsqu'il sera possible de le faire et de toute façon sur la notice accompagnant le conditionnement pour la distribution au détail des substances psychotropes, le mode d'emploi ainsi que les précautions à prendre et les mises en garde qui sont nécessaires, à son avis, pour la sécurité de l'usager.

2. Chaque Partie, tenant dûment compte des dispositions de sa constitution, interdira les annonces publicitaires ayant trait aux substances psychotropes et destinées au grand public.

Article 11.

Enregistrement

1. Les Parties exigeront que, pour les substances du Tableau I, les fabricants et toutes autres personnes autorisées en vertu de l'article 7 à faire le commerce de ces substances et à les distribuer procèdent à l'enregistrement, dans les conditions déterminées par chaque Partie, de manière à faire apparaître, de façon précise, les quantités fabriquées ou détenues en stock ainsi que pour chaque acquisition et pour chaque cession, la quantité, la date et les noms du fournisseur et de l'acquéreur.

2. Les Parties exigeront que, pour les substances des Tableaux II et III, les fabricants, les distributeurs de gros, les exportateurs et les importateurs procèdent à l'enregistrement dans les conditions déterminées par chaque Partie, de manière à faire apparaître de façon précise, les quantités fabriquées ainsi que, pour chaque acquisition et pour chaque cession, la quantité, la date et les noms du fournisseur et de l'acquéreur.

3. Les Parties exigeront que, pour les substances du Tableau II, les distributeurs de détail, les etablissements hospitaliers, les centres

de traitement et les institutions scientifiques procèdent à l'enregistrement dans les conditions déterminées pour chaque Partie, de manière à faire apparaître, de façon précise, pour chaque acquisition et pour chaque cession, la quantité, la date et les noms du fournisseur et de l'acquéreur.

4. Les Parties veilleront, par des méthodes appropriées et en tenant compte des pratiques professionnelles et commerciales qui leur sont propres, à ce que les informations relatives à l'acquisition et à la cession de substances du Tableau III par des distributeurs de détail, des établissements hospitaliers, des centres de traitement et des institutions scientifiques puissent être facilement consultées.

5. Les Parties exigeront que, pour les substances du Tableau IV, les fabricants, les exportateurs et les importateurs procèdent à l'enregistrement, dans les conditions déterminées par chaque Partie, de manière à faire apparaître les quantités fabriquées, exportées et importées.

6. Les Parties exigeront des fabricants de préparations exemptées conformément au paragraphe 3 de l'article 3 qu'ils enregistrent la quantité de chaque substance psychotrope utilisée dans la fabrication d'une préparation exemptée, la nature et la quantité totale de la préparation exemptée fabriquée à partir de cette substance, ainsi que les mentions relatives à la première cession de ladite préparation.

7. Les Parties veilleront à ce que les enregistrements et les informations visées au présent article et qui sont nécessaires à l'établissement des rapports prévus à l'article 16, soient conservés pendant deux ans au moins.

Article 12

Dispositions relatives au commerce international

1. *a*) Toute Partie autorisant l'exportation ou l'importation de substances du Tableau I ou II doit exiger qu'une autorisation d'importation ou d'exportation distincte, rédigés sur un formulaire d'un modèle établi par la Commission, soit obtenue pour chaque exportation ou importation, qu'il s'agisse d'une ou de plusieurs substances.

b) Cette autorisation doit comporter la dénomination commune internationale de la substance ou, en l'absence d'une telle dénomination, la désignation de la substance dans le Tableau, la quantité à exporter ou à importer, la forme pharmaceutique, le nom et l'adresse de l'exportateur et de l'importateur, et la période au cours de laquelle l'exportation ou l'importation doit avoir lieu. Si la substance est exportée ou importée sous forme de préparation, le nom de la préparation, s'il en existe un, sera aussi indiqué. L'autorisation d'exportation doit aussi indiquer le numéro et la date du certificat d'importation, et spécifier d'autorité qui l'a délivré.

c) Avant de délivrer une autorisation d'exportation les Parties exigeront une autorisation d'importation délivrée par les autorités compétentes du pays ou de la région importateurs et attestant que l'importation de la substance ou des substances dont il est question est approuvée, et cette autorisation sera produite par la personne ou l'établissement demandant l'autorisation d'exportation.

d) Une copie de l'autorisation d'exportation sera jointe à chaque envoi, et le gouvernement qui délivre l'autorisation d'exportation en adressera une copie au gouvernement du pays ou de la région importateurs.

e) Lorsque l'importation a été effectuée, le gouvernement du pays ou de la région importateurs renverra au gouvernement du pays ou de la région exportateurs l'autorisation d'exportation avec une attestation certifiant la quantité effectivement importée.

2. *a*) Les Parties exigeront que, pour chaque exportation de substances du Tableau III, les exportateurs établissent en trois exemplaires une déclaration, rédigée sur un formulaire d'un modèle établi par la Commission, contenant les renseignements suivants:

i) le nom et l'adresse de l'exportateur et de l'importateur;

ii) la dénomination commune internationale ou, en l'absence d'une telle dénomination, la désignation de la substance dans le Tableau;

iii) la quantité de la substance et la forme pharmaceutique sous laquelle la substance est exportée, et, si c'est sous la forme d'une préparation, le nom de cette préparation, s'il existe; et

iv) la date d'envoi.

b) Les exportateurs fourniront aux autorités compétentes de leur pays ou de leur région deux exemplaires de cette déclaration. Ils joindront le troisième exemplaire à leur envoi.

c) La Partie du territoire de laquelle une substance du Tableau III a été exportée devra, aussitôt que possible mais au plus tard quatre-vingt-dix jours après la date d'envoi, transmettre aux autorités compétentes du pays ou de la région importateurs, sous plis recommandé avec accusé de réception, un exemplaire de la déclaration reçue de l'exportateur.

d) Les Parties pourront exiger que, dès réception du colis, l'importateur adresse aux autorités compétentes de son pays ou de sa région l'exemplaire qui accompagne l'envoie dûment endossé, en indiquant les quantités reçues et la date de réception.

3. Les substances des Tableaux I et II seront en outre soumises aux dispositions ci-après:

a) Les Parties exerceront dans les ports francs et les zones franches la même surveillance et le même contrôle que dans les autres parties de leur territoire, étant entendu, toutefois, qu'elles pourrant appliquer un régime plus sévère.

b) Les exportations sous forme d'envois adressés à une banque au compte d'une personne différente de celle dont le nom figure sur l'autorisation d'exportation ou à une boîte postale seront interdites.

c) Les exportations de substances du Tableau I sous forme d'envois adressés à un entrepôt de douane seront interdites. Les exportations de substances du Tableau II sous forme d'envois adressés à un entrepôt de douane seront interdites, sauf si le Gouvernement du pays importateur précise, sur le certificat d'importation produit par la personne ou l'établissement qui demande l'autorisation d'exportation, qu'il a approuvé l'importation de l'envoi afin que celui-ci soit déposé dans un entrepôt de douane. En pareil cas, l'autorisation d'exportation précisera que l'envoi est effectué à cette fin. Tout retrait de l'entrepôt de douane sera subordonné à la présentation d'un permis émanant des autorités dont relève l'entrepôt, et, dans le cas d'un envoi à destination de l'étranger, il sera assimilé à une exportation nouvelle au sens de la présente Convention.

d) Les envois entrant sur le territoire d'une Partie ou en sortant sans être accompagnés d'une autorisation d'exportation seront retenus par les autorités compétentes.

e) Une Partie n'autorisera pas le passage en transit sur son territoire, en direction d'un autre pays, d'un envoi quelconque de ces substances, que cet envoi soit ou non déchargé du véhicule qui le transporte, sauf si la copie de l'autorisation d'exportation pour cet envoi est présentée aux autorités compétentes de ladite Partie.

f) Les autorités compétentes d'un pays ou d'une région quelconque à travers lesquels le passage d'un envoi de ces substances est autorisé prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher le déroutement dudit envoi vers une destination autre que celle qui figure sur la copie de l'autorisation d'exportation jointe à l'envoi, à moins que le Gouvernement du pays ou de la région à travers lesquels ledit envoi s'effectue n'autorise ce déroutement. Le Gouvernement de ce pays ou de cette région de transit traitera toute demande de déroutement comme s'il s'agissait d'une exportation du pays ou de la région de transit vers le pays ou la région de la nouvelle destination. Si le déroutement est autorisé, les dispositions de l'alinéa *e*) du paragraphe 1 s'appliqueront également entre le pays ou la région de transit et le pays ou la région d'où l'envoi a primitivement été exporté.

g) Aucun envoi de ces substances en transit ou déposé dans un entrepôt de douane ne peut être soumis à un traitement quelconque qui modifierait la nature des substances. L'emballage ne peut être modifié sans l'agrément des autorités compétentes.

h) Les dispositions des alinéas *e*) à *g*) relatives au transit de ces substances sur le territoire d'une Partie ne sont pas applicables si l'envoi est transporté par la voie aérienne à condition que l'aéronef n'atterisse pas dans le pays ou la région de transit. Si l'aéronef atterrit dans ce pays ou cette région, ces dispositions s'appliqueront dans la mesure où les circonstances l'exigent.

i) Les dispositions du présent paragraphe ne portent pas préjudice à celles de tout accord international qui limite le contrôle pouvant être exercé par toute Partie sur ces substances en transit.

Article 13.

Interdiction et restrictions à l'exportation et à l'importation

1. Une Partie peut notifier à toutes les autres Parties par l'intermédiaire du Secrétaire général qu'elle interdit l'importation dans son pays ou dans l'une de ses régions d'une ou plusieurs substances du Tableau II, III ou IV, spécifiées dans sa notification. Dans cette notification, elle indiquera le nom donné à la substance dans le Tableau II, III ou IV.

2. Si une Partie a reçu une notification d'interdiction comme prévu au paragraphe 1, elle prendra les mesures nécessaires pour qu'aucune des substancs spécifiées dans ladite notification ne soit exportée vers le pays ou l'une des régions de la Partie qui a fait la notification.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, une Partie qui a fait une notification conformément au paragraphe 1 peut, en délivrant dans chaque cas un permis spécial d'importation, autoriser l'importation de quantités déterminées des substances en question ou de préparations qui en contiennent. L'autorité du pays importateur qui aura délivré le permis spécial d'importation l'adressera en deux exemplaires, qui porteront le nom et l'adresse de l'importateur et de l'exportateur, à l'autorité compétente du pays ou de la région exportateurs, qui pourra alors autoriser l'exportateur à faire l'expédition. Celle-ci sera accompagnée d'un exemplaire du permis spécial d'importation dûment visé par l'autorité compétente du pays ou de la région exportateurs.

Article 14.

Dispositions spéciales concernant le transport des substances psychotropes dans les trousses de premiers secours des navires, aéronefs ou autres moyens de transport public effectuant des parcours internationaux

1. Le transport international par navires, aéronefs ou autres moyens de transport public international, tels que les trains et autocars internationaux, de partités limitées de substances du Tableau II, III ou IV susceptibles d'être nécessaires pendant le voyage pour l'administration les premiers secours et pour les cas d'urgence ne sera pas considéré comme une exportation, une importatoin ou un transit au sens de la présente Convention.

2. Des précautions appropriées seront prises par le pays d'immatriculation pour empêcher l'usage indu des substances mentionnées au paragraphe 1 ou leur détournement à des fins illicites. La Commission recommandera ces précautions en consultation avec les organisations internationales compétentes.

3. Les substances transportées par navires, aéronefs ou autres moyens de transport public international, tels que les trains et autocars

internationaux, conformément aux dispositions du paragraphe 1, seront soumises aux lois, règlements, permis et licences du pays d'immatriculation, sans préjudice du droit des autorités locales compétentes de procéder à des vérifications, inspections et autres opérations de contrôle à bord de ces moyens de transport. L'administration de ces substances en cas d'urgence ne sera pas considérée comme contrevenant aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 9.

Article 15.

Inspection

Les Parties institueront un système d'inspection des fabricants, des exportateurs, des importateurs et des distributeurs de gros et de détail de substances psychotropes, ainsi que des institutions médicales et scientifiques qui utilisent ces substances. Elles prévoiront des inspections aussi fréquentes qu'elles le jugeront nécessaire des locaux, des stocks et des enregistrements.

Article 16.

Renseignements à fournir par les Parties

1. Les Parties fourniront au Secrétaire général les renseignements que la Commission peut demander en tant que nécessaires pour l'exercice de ses fonctions, et notamment un rapport annuel ayant trait au fonctionnement de la Convention sur leurs territoires et contenant des renseignements sur:

a) les modifications importantes apportées à leurs lois et règlements relatifs aux substances psychotropes; et

b) les faits particulièrement significatifs qui se seront produits sur leurs territoires en matière d'abus et de trafic illicite des substances psychotropes.

2. Les Parties communiqueront d'autre part au Secrétaire général les noms et adresses des autorités gouvernementales mentionnées à l'alinéa *f*) de l'article 7, à l'article 12 et au paragraphe 3 de l'article 13. Le Secrétaire général diffusera ces renseignements à toutes les Parties.

3. Les Parties adresseront au Secrétaire général, dans les plus brefs délais, un rapport sur les cas de trafic illicite de substances psychotropes et de saisie de substances faisant l'objet de ce trafic illicite, lorsque ces cas leur paraîtront importants en raison:

a) des tendances nouvelles mises en évidence;

b) des quantités en cause;

c) de la lumière qu'elles jettent sur les sources d'approvisionnement; ou

d) des méthodes employées par les trafiquants illicites.

Des copies du rapport seront communiquées conformément à l'alinéa *b)* de l'article 21.

4. Les Parties fourniront à l'Organe des rapports statistiques annuels, en utilisant à cet effet les formulaires établis par l'Organe. Ces rapports porteront:

a) en ce qui concerne chacune des substances des Tableaux I et II, sur les quantités fabriquées, exportées à destination de et importées en provenance de chaque pays ou région, ainsi que sur les stocks détenus par les fabricants;

b) en ce qui concerne chacune des substances des Tableaux III et IV, sur les quantités fabriquées, ainsi que sur les quantités totales exportées et importées;

c) en ce qui concerne chacune des substances des Tableaux II et III, sur les quantités utilisées pour la fabrication de préparations exemptées; et

d) en ce qui concerne chacune des substances inscrites à un Tableau autre que le Tableau I, sur les quantités employées à des fins industrielles, conformément aux dispositions de l'alinéa *b)* de l'article 4.

Les quantités fabriquées qui sont visées aux alinéas *a)* et *b)* du présent paragraphe ne comprennent pas les quantités de préparations fabriquées.

5. Une Partie fournirà à l'Organe, sur sa demande, des renseignements statistiques supplémentaires ayant trait à des périodes à venir sur les quantités de telle ou telle substance des Tableaux III et IV exportées à destination de chaque pays ou région et importée en provenance de chaque pays ou région. Cette Partie pourra demander à l'Organe de donner un caractère confidentiel tant à sa demande de renseignements qu'aux renseignements fournis en vertu du présent paragraphe.

6. Les Parties fourniront les renseignements mentionnés dans les paragraphes 1 et 4 de la manière et aux dates que la Commission ou l'Organe pourra fixer.

Article 17.

Fonctions de la Commission

1. La Commission peut examiner toutes les questions ayant trait aux buts de la présente Convention et à l'application de ses dispositions et faire des recommandations à cet effet.

2. Les décisions de la Commission prévues à l'article 2 et à l'article 3 seront prises à la majorité des deux tiers des membres de la Commission.

Article 18.

Rapports de l'Organe

1. L'Organe établit sur ses travaux des rapports annuels dans lesquels figurent une analyse des renseignements statistiques dont il dispose et, dans les cas appropriés, un exposé des explications que les gouvernements ont pu fournir ou ont été requis de fournir, ainsi que toute observation et recommandation que l'Organe peut vouloir formuler. L'Organe peut également faire tous rapports supplémentaires qu'il peut juger nécessaires. Les rapports sont présentés au Conseil par l'intermédiaire de la Commission qui peut formuler les observations qu'elle juge opportunes.

2. Les rapports de l'Organe sont communiqués aux Parties et publiés ultérieurement par le Secrétaire général. Les Parties autorisent la libre distribution de ces rapports.

Article 19.

Mesures à prendre par l'Organe pour assurer l'exécution des dispositions de la Convention

1. *a*) Si, après examen des renseignements adressés à l'Organe par les gouvernements ou des renseignements communiqués par des organes des Nations Unies, l'Organe a motif de croire que les buts de la présente Convention sont sérieusement compromis du fait qu'un pays ou une région n'exécute pas ses dispositions, l'Organe a le droit de demander des explications au Gouvernement du pays ou de la région intéressés. Sous réserve du droit qu'il possède d'appeler l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur la question visée à l'alinéa *c*), l'Organe considérera comme confidentielle une demande de renseignements ou une explication fournie par un gouvernement conformément au présent alinéa.

b) Après avoir agi conformément à l'alinéa *a*), l'Organe peut, s'il juge nécessaire de le faire, demander au Gouvernement intéressé de prendre les mesures correctives qui, en raison des circonstances, peuvent paraître nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention.

c) Si l'Organe constate che le Gouvernement intéressé n'a pas donné des explications satisfaisantes lorsqu'il a été invité à le faire conformément à l'alinéa *a*), ou a négligé d'adopter toute mesure corrective qu'il a été invité à prendre conformément à l'alinéa *b*) il peut appeler l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur la question.

2. Lorsqu'il appelle l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission sur une question conformément à l'alinéa *c*) du paragraphe 1, l'Organe peut, s'il juge une telle mesure nécessaire, recommander aux Parties d'arrêter l'exportation de substances psychotropes à destination

du pays ou de la région intéressés ou l'importation de substances psychotropes en provenance de ce pays ou de cette région, ou à la fois l'exportation et l'importation, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à ce que la situation dans ce pays ou cette région lui donne satisfaction. L'Etat intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil.

3. L'Organe a le droit de publier un rapport sur toute question visée par les dispositions du présent article, et de le communiquer au Conseil qui le transmettra à toutes les Parties. Si l'Organe publie dans ce rapport une décision prise en vertu du présent article ou des renseignements concernant cette décision, il doit également publier l'avis du Gouvernement intéressé si celui-ci le demande.

4. Dans les cas où une décision de l'Organe publiée conformément au présent article n'a pas été prise à l'unanimité, l'opinion de la minorité doit être exposée.

5. Tout Etat sera invité à se faire représenter aux séances de l'Organe au cours desquelles est examinée une question l'intéressant directement aux termes du présent article.

6. Les décisions de l'Organe prises en vertu du présent article doivent être adoptées à la majorité des deux tiers du nombre total des membres de l'Organe.

7. Les dispositions des paragraphes précédents s'appliqueront également si l'Organe a motif de croire que les buts de la présente Convention sont sérieusement compromis du fait d'une décision prise par une Partie en vertu des dispositions du paragraphe 7 de l'article 2.

Article 20.

Mesures contre l'abus des substances psychotropes

1. Les Parties prendront toutes les mesures susceptibles de prévenir l'abus des substances psychotropes et assurer le prompt dépistage ainsi que le traitement, l'éducation, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes intéressées; elles coordonneront leurs efforts à cette fin.

2. Les Parties favoriseront, autant que possible, la formation d'un personnel pour assurer le traitement, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes qui abusent de substances psychotropes.

3. Les Parties aideront les personnes qui en ont besoin dans l'exercice de leur profession à acquérir la connaissance des problèmes posés par l'abus des substances psychotropes et par sa prévention, et elles développeront aussi cette connaissance parmi le grand public s'il y a lieu de craindre que l'abus de ces substances ne se répande très largement.

Article 21.

Lutte contre le trafic illicite

Compte dûment tenu de leurs régimes constitutionnel, juridique et administratif, les Parties:

a) assureront sur le plan national la coordination de l'action préventive et répressive contre le trafic illicite; à cette fin elles pourront utilement désigner un service approprié chargé de cette coordination;

b) s'assisteront mutuellement dans la lutte contre le trafic illicite des substancs psychotropes, et en particulier transmettront immédiatement aux autres Parties directement intéressées, par la voie diplomatique ou par l'intermédiaire des autorités compétentes qu'elles auront désignées à cet effet, copie de tout rapport qu'elles auraient adressé au Secrétaire général en vertu de l'article 16 à la suite de la découverte d'une affaire de trafic illicite ou d'une raisie;

c) coopéreront étroitement entre elles et avec les organisations internationales compétentes dont elles sont membres afin de mener une lutte coordonnée contre le trafic illicite;

d) veilleront à ce que la coopération internationale des services appropriés se réalise par des voies rapides; et

e) s'assureront que, lorsque des pièces de procédure sont transmises entre des pays pour l'exercice d'une action judiciaire, la transmission soit effectuée par des voies rapides à l'adresse des instances désignées par les Parties; cette disposition ne porte pas atteinte au droit des Parties de demander que les pièces de procédure leur soient envoyées par la voie diplomatique.

Article 22.

Dispositions pénales

1. *a*) Sous réserve de ses dispositions constitutionnelles, chaque Partie considérera comme une infraction punissable tout acte commis intentionnellement qui contrevient à une loi ou à un règlement adopté en exécution de ses obligations découlant de la présente Convention, et prendra les mesures nécessaires pour que les infractions graves soient dûment sanctionnées, par exemple par une peine d'emprisonnement ou un autre peine privative de liberté.

b) Nonobstant les dispositions figurant à l'alinéa précédent, lorsque des personnes utilisant de façon abusive des substances psychotropes auront commis ces infractions, les Parties pourront, au lieu de les condamner ou de prononcer une sanction pénale à leur encontre, ou comme complément de la sanction pénale, soumettre ces personnes à des mesures de traitment, d'éducation, de post-cure, de réadaptation et de réintégration sociale, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 20.

2. Sous réserve des dispositions constitutionnelles, du système juridique et de la législation nationale de chaque Partie:

a) i) si une suite d'actes qui sont liés entre eux et qui constituent des infractions en vertu du paragraphe 1 ci-dessus a été commise dans des pays différents, chacun de ces actes sera considéré comme une infraction distincte;

ii) la participation intentionnelle à l'une quelconque desdites infractions, l'association ou l'entente en vue de la commettre ou la tentative de la commettre, ainsi que les actes préparatoires et les opérations financières intentionnellement accomplis, relatifs aux infractions mentionnées dans le présent article, constitueront des infractions passibles des peines prévues au paragraphe 1;

iii) les condamnations prononcées à l'étranger pour ces infractions seront prises en considération aux fins d'établissement de la récidive; et

iv) les infractions graves précitées, qu'elles soient commises par des nationaux ou des étrangers, seront poursuivies par la Partie sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise ou par la Partie sur le territoire de laquelle le délinquant se trouve si l'extradition n'est pas compatible avec la législation de la Partie à laquelle la demande est adressée et si le délinquant n'a pas déjà été poursuivi et jugé.

b) Il est souhaitable que les infractions mentionnées au paragraphe 1 et dans la partie ii) de l'alinéa *a*) du paragraphe 2 soient considérées comme des cas d'extradition aux termes de tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre des Parties, et soient reconnues comme cas d'extradition entre elles par les Parties qui ne subordonnent pas 'extradition à l'existence d'un traité ou à la réciprocité, étant entendu, toutefois, que l'extradition sera accordée conformément à la législation de la Partie à qui la demande d'extradition est adressée et que ladite Partie aura le droit de refuser de procéder à l'arrestation du délinquant ou de refuser d'accorder son extradition si les autorités compétentes considèrent que l'infraction n'est pas suffisamment grave.

3. Toute substance psychotrope, toute autre substance et tout matériel utilisés ou qu'il était envisagé d'utiliser pour commettre l'une quelconque des infractions visées au paragraphes 1 et 2, pourront être saisis et confisqués.

4. Aucune disposition du présent article ne portera atteinte aux dispositions de la législation nationale d'une Partie en matière de compétence.

5. Aucune disposition du présent article ne portera atteinte au principe selon lequel les infractions auxquelles il se réfère seront défi-

nies, poursuivies et punies conformément à la législation nationale de chacune des Parties.

Article 23.

Application de mesures de contrôle plus sévères que celles qu'exige la Convention

Les Parties pourront adopter des mesures de contrôle plus strictes ou plus sévères que celles qui sont prévues par la présente Convention si elles le jugent opportun ou nécessaire pour la protection de la santé et de l'intérêt publics.

Article 24.

Dépenses des organes internationaux encourues pour l'administration des dispositions de la Convention

Les dépenses de la Commission et de l'Organe pour l'exécution de leurs fonctions respectives en vertu de la présente Convention seront assumees par l'Organisation des Nations Unies dans les conditions qui seront déterminées par l'Assemblée générale. Les Parties qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies contribueront à ces dépenses, l'Assemblée générale fixant périodiquement, après avoir consulté les Gouvernements de ces Parties, le montant des contributions qu'elle jugera équitable.

Article 25.

Procédure d'admission, de signature, de ratification et d'adhésion

1. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres d'une institution spécialisée des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou qui sont Parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que tout autre Etat invité par le Conseil, peuvent devenir Parties à la présente Convention:

a) en la signant; ou

b) en la ratifiant après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

c) en y adhérant.

2. La présente Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 1er janvier 1972 inclus. Elle sera ensuite ouverte à l'adhésion.

3. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Article 26.

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrerà en vigueur quatre-vingt-dix jours après que quarante des Etats visés au paragraphe 1 de l'article 25 l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour tout autre Etat qui signe sans réserve de ratification, ou qui dépose un instrument de ratification ou d'adhésion après la date de la dernière signature ou du dernier dépôt visés au paragraphe précédent, la présente Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date de sa signatur ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 27.

Application territoriale

La présente Convention s'appliquera à tous les territoires non métropolitains qu'une Partie représente sur le plan international, sauf si le consentement préalable d'un tel territoire est nécessaire en vertu soit de la Constitution de la Partie ou du territoire intéressé, soit de la coutume. En ce cas, la Partie s'efforcera d'obtenir dans le plus bref délai le consentement du territoire qui est nécessaire et, lorsque ce consentement aura été obtenu, elle le notifiera au Secrétaire général. La présente Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés par ladite notification, dès la date de la réception de cette dernière par le Secrétaire général. Dans les cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la Partie intéressée déclarera, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, à quel territoire ou territoires non métropolitains s'applique la présente Convention.

Article 28.

Régions aux fins de la présente Convention

1. Toute Partie peut notifier au Secrétaire général qu'aux fins de la présente Convention, son territoire est divisé en deux ou plusieurs régions, ou que deux ou plusieurs de ses régions sont groupées en une seule.

2. Deux ou plusieurs Parties peuvent notifier au Secrétaire général qu'à la suite de l'institution d'une union douanière entre elles, ces Parties constituent une région aux fins de la présente Convention.

3. Toute notification faite en vertu du paragraphe 1 ou 2 prendra effet au 1er janvier de l'année qui suivra celle où ladite notification aura été faite.

Article 29.

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie pourra, en son nom ou au nom d'un territoire qu'elle représente sur le plan international et qui a retiré le consentement donné en vertu de l'article 27, dénoncer la présente Convention en déposant un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

2. Si le Secrétaire général reçoit la dénonciation avant le 1er juillet ou à cette date, elle prendra effet le 1er janvier de l'année suivant; si la denonciation est reçue après le 1er juillet, elle prendra effet comme si elle avait été reçue l'année suivant avant le 1er juillet ou à cette date.

3. La présente Convention viendra à expiration si, par suite de dénonciations notifiées conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2, les conditions de son entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 de l'article 26 cessent d'être remplies.

Article 30.

Amendements

1. Toute Partie pourra proposer un amendement à la présente Convention. Le texte dudit amendement et les raisons qui l'ont motivé seront communiqués au Secrétaire général qui les communiquera aux Parties et au Conseil. Le Conseil pourra décider soit:

a) de convoquer une conférence, conformément au paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies, en vue d'étudier l'amendement proposé; soit

b) de demander aux Parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de les prier de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

2. Si un projet d'amendement distribué conformément à l'alinéa *b*) du paragraphe 1 n'a été rejeté par aucune Partie dans les dix-huit mois qui suivent sa communication, il entrera immédiatement en vigueur. Si toutefois il est rejeté par une Partie, le Conseil pourra décider, compte tenu des observations des Parties, s'il convient de convoquer une conférence chargée d'étudier ledit amendement.

Article 31.

Différends

1. S'il s'élève entre deux ou plusieurs Parties un différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention,

lesdites Parties se consulteront en vue de régler ce différend par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de recours à des organismes régionaux, par voie judiciaire ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2. Tout différend de ce genre qui n'aura pas été réglé par les moyens prevue au paragraphe 1 sera soumis, à la demande de l'une des parties au différend, à la Cour internationale de Justice.

Article 32.

Réserves

1. Aucune réserve n'est autorisés en dehors des réserves faites conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, faire des réserves sur les dispositions suivantes de la présente Convention:

a) article 19, paragraphes 1 et 2;

b) article 27; et

c) article 31.

3. Tout Etat qui désire devenir Partie à la Convention, mais qui veut être autorisé à faire des réserves autre que celles qui sont énumérees aux paragraphes 2 et 4, peut aviser le Secrétaire général de cette intention. A moins qu'à l'expiration de douze mois après la date de la communication de la réserve en question par le Secrétaire général, un tiers des Etats qui ont signé sans réserve de ratification ou ratifié la Convention ou y ont adhéré avant la fin de ladite période n'aient élevé des objections contre elle, ella sera considérée comme autorisée, étant entendu toutefois que les Etats qui auront élevé des objections contre cette réserve n'auront pas à assumer à l'égard de l'Etat qui l'a formulée l'obligation juridique découlant de la présente Convention, sur laquelle porte la réserve.

4. Tout Etat sur le territoire duquel poussent à l'état sauvage des plantes contenant des substances psychotropes du Tableau I utilisées traditionnellement par certains groupes restreints bien déterminés à l'occasion de cérémonies magiques ou religieuses, peut, au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion, faire des reserves concernant ces plantes sur les dispositions de l'article 7, sauf sur celles relatives au commerce international.

5. L'Etat qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite au Secrétaire général retirer tout ou partie de ses réserves.

Article 33.

Notifications

Le Secrétaire général notifiera à tous les Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 25:

a) les signatures, ratifications ou adhésions conformément à l'article 25;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 26;

c) les dénonciations conformément à l'article 29; et

d) les déclarations et notifications conformément aux articles 27, 28, 30 et 32.

EN FOIS DE QUOI les sousignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention au nome des leurs Gouvernements respectifs.

FAIT à Vienne, le vingt et un février mil neuf cent soixante et onze, en un seul exemplaire, en anglais, chinois, espagnol, français et russe, les cinq textes faisant également foi. La Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés au paragraphe 1 de l'article 25.

Pour l'Argentine:

Con reserva de ratification

Carlos A. FERNANDEZ

Pour l'Australie:

Subject to ratification

L.R. MCINTYRE
23rd December, 1971

Pour le Brésil:

W. CORREA DA CUNHA
Alvaro MONTEIRO RIBEIRO

I sign this convention about psychotropic substances with reservation as to ratification by my Government.

Pour le Chili:

M. SERRANO

Sujeto a ratification

Pour la Chine:

Chi-tseng YANG

(subject to ratification)
21 Februar 1971

Pour le Costa Rica:

J L MOLINA

September 2nd 1971
ad-referendum (subject to ratification)

Pour le Danemark:

Joorgen H. KOCH

Subject to ratification

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Subject to ratification

John INGERSOLL

Pour la Finlande:

Max JAKOBSON

Subject to ratification
15 October 1971

Pour la France:

J. KOSCIUSKO-MORIZET

Sous réserve de ratification
17 Décembre 1971

Pour le Ghana:

K.B. ASANTE

Subject to ratification

Pour la Grèce:

Subject to ratification

C. MOIRAS

Pour la Guyane:

Subject to ratification

John CARTER

Pour la Hongrie:

Subject to ratification
December 30, 1971

Dr. Béla BOLCS

Pour l'Iran:

Sous réserve de ratification

Dr. AZARAKHSH

Pour le Japon:

Subject to ratification

Toru NAKAGAWA
Dec. 21st, 1971

Pour le Liban:

Sous réserve de ratification

MANSOUR

Pour le Liberia:

H. M. THOMAS, M.D.

Subject to ratification

Pour Monaco:

Sous réserve de ratification

BOERI

Pour la Nouvelle-Zelande:

J.V. SCOTT

13 September 1971
Subject to ratification

Pour le Paraguay:

Jara RECALDE

28 July 1971
« Ad-Referendum »

Pour la Pologne:

E. KULAGA

Subject to ratification
30 December 1971

Pour la République Arabe Unie:

Subject to ratification

Dr. A. Wagdi SADEK

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Subject to ratification

Walter GEHLHOFF
23rd December 1971

Pour la République Socialiste Soviétique de Bielorussie:

Traduction. Sous réserve de ratification
Le 30 décembre 1971

V. SMIRNOV

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraïne:

Traduction. Sous réserve de ratification
Le 30 décembre 1971

M. POLYANITCHKO

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Subject to ratification

Peter BEEDLE

Pour le Rwanda:

H. TERERAHO

Sous réserve de ratification

Pour le Saint-Siège:

Sous réserve de ratification

Giovanni MORETTI

Pour la Suède:

M. REXED

Subject to ratification

Pour le Togo:

Sous réserve de ratification

Francis JOHNSON

Pour la Trinité-et-Tobago:

Subject to ratification

Charles H. ARCHIBALD

Pour la Turquie:

Sous réserve de ratification

KIRCA

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Traduction. Sous réserve de ratification
Le 30 décembre 1971

Ya. MALIK

Pour le Vénézuela:

Sujeta a ratificacion

Rafael Dario BERTI

Pour la Yougoslavie:

Sous réserve de ratification

Dragan NIKOLIC

LISTES DES SUBSTANCES FIGURANT AUX TABLEAUX (*)

LISTE DES SUBSTANCES FIGURANT AU TABLEAU I

DCI	*Autres noms communs ou vulgaires*	*Désignation chimique*
1.	DET	*N*, *N*-diéthyltryptamine
2.	DMHP	hydroxy-1 (diméthyl-1, 2 heptyl)-3 tétrahydro-7, 8, 9, 10 triméthyl-6, 6, 9 6*H*-dibenzo [b, d] pyranne
3.	DMT	*N*, *N*-diméthyltryptamine
4. (+)-LYSERGIDE	LSD, LSD-25	(+)-*N*, *N*-diéthyllysergamide (diéthylamide de l'acide dextro-lysergique)
5.	mescaline	triméthoxy-3, 4, 5 phénéthylamine
6.	parahexyl	hydroxy-1 *n*-hexyl-3 tétrahydro-7, 8, 9, 10 triméthyl-6, 6, 9 6*H*-dibenzo [b, d] pyranne
7.	psilocine, psilotsin	(diméthylamino-2 éthyl)-3 hydroxy-4 indol
8. PSILOCYBINE		dihydrogénophosphate de (diméthylamino-2 éthyl)-3 indolyle-4
9.	STP, DOM	amino-2 (diméthoxy-2, 5 méthyl-4) phényl-1 propane
10.	tétrahydrocannabinols, tous les isomères	hydroxy-1 pentyl-3 tétrahydro-6a, 7, 10, 10a triméthyl-6, 6, 9 6H-dibenze [b, d] pyranne

(*) Les noms figurant en majuscules dans la colonne de gauche sont des Dénominations comunes internationales (DCI). A l'exception du (+) — *LYSERGIDE*, les autres dénominations ou noms communs ne sont indiqués que si aucune DCI n'a encore été proposée.

LISTE DES SUBSTANCES FIGURANT AU TABLEAU II

DCI	*Autres noms communs ou vulgaires*	*Désignation chimique*
1. AMPHETAMINE		(±)-amino-2 phénil-1 propane
2. DEXAMPHETAMINE		(+)-amino-2 phényl-1 propane
3. METHAMPHETAMINE		(+)-méthylamino-2 phényl-1 propane
4. METHYLPHENIDATE		phényl-2 (pipéridyl-2)-2 acétate de méthyle
5. PHENCYCLIDINE		(phényl-1 cyclohexyl)-1 pipéridine
6. PHENMETRAZINE		méthyl-3 phényl-2 morpholine

LISTE DES SUBSTANCES FIGURANT AU TABLEAU III

DCI	*Autres noms communs ou vulgaires*	*Désignation chimique*
1. AMOBARBITAL		acide éthyl-5 (méthyl-3 butyl)-5 barbiturique
2. CYCLOBARBITAL		acide (cyclohexène-1 yl-1)-5 éthyl-5 barbiturique
3. GLUTETHIMIDE		éthyl-2 phényl-2 glutanimide
4. PENTOBARBITAL		acide éthyl-5 (méthyl-1 butyl)-5 barbiturique
5. SECOBARBITAL		acide allyl-5 (méthyl-1 butyl)-5 barbiturique

LISTE DES SUBSTANCES FIGURANT AU TABLEAU IV

DCI	*Autres noms communs ou vulgaires*	*Désignation chimique*
1 AMFEPRAMONE		(diéthylamino)-2 phényl-1 propione
2 BARBITAL		acide diéthyl-5, 5 barbiturique
3.	éthchlorvynol	ethylchlorovinyl-2 éthynylcarbinol
4. ETHINAMATE		carbamate d'éthynyl-1 cyclohexyle
5. MEPROBAMATE		dicarbamate de méthyl-2 propyl-2 propanédiol-1, 3
6. METHAQUALONE		méthyl-2 *o*-tolyl-3 3H-quinazolinone-4
7. METHYLPHENOBARBITAL		acide éthyl-5 méthyl-1 phényl-5 barbiturique
8. METHYPRYLONE		diéthyl-3, 3 méthyl-5 pipéridinedione-2, 4
9. PHENOBARBITAL		acide ethyl-5 phényl-5 barbiturique
10. PIPRADOL		diphényl-1, 1 (pipéridyl-2)-1 méthanol
11.	SPA	(—)-diméthylamino-1 diphényl-1, 2 ethane

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE SULLE SOSTANZE PSICOTROPE

PREAMBOLO

Le Parti,

Sollecite della sanità fisica e morale dell'umanità,

Preoccupate per il problema della sanità pubblica e per il problema sociale derivanti dall'abuso di talune sostanze psicotrope,

Decise a prevenire e combattere l'abuso di tali sostanze ed il traffico illecito al quale esso dà luogo,

Considerando che è necessario adottare provvedimenti rigorosi per limitare l'uso di tali sostanze a fini legittimi,

Riconoscendo che l'uso delle sostanze psicotrope a fini medici e scientifici è indispensabile e che la possibilità di procurarsi delle sostanze a tali fini non dovrebbe essere oggetto di alcuna restrizione ingiustificata,

Ritenendo che, per essere efficaci, le misure adottate contro l'abuso di tali sostanze devono essere coordinate ed universali,

Riconoscendo la competenza dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in materia di controllo delle sostanze psicotrope e desiderando che gli organi internazionali interessati svolgano la propria attività nell'ambito di tale Organizzazione,

Convinte che, per realizzare tali scopi, è necessaria una convenzione internazionale,

Convengono quanto segue:

Articolo 1.

Glossario

Salvo esplicita indicazione contraria o salvo diversamente richiesto dal contesto, le seguenti espressioni hanno nella presente Convenzione i significati qui sotto indicati:

a) L'espressione « Consiglio » designa il Consiglio economico e sociale delle Nazioni Unite.

b) L'espressione « Commissione » designa la Commissione degli stupefacenti del Consiglio.

c) L'espressione « Organo » designa l'Organo internazionale di controllo degli stupefacenti istituito in virtù della Convenzione unica sugli stupefacenti del 1961.

d) L'espressione « Segretario generale » designa il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

e) L'espressione « Sostanze psicotrope » designa qualunque sostanza, di origine naturale o sintetica, o qualunque prodotto naturale di cui alla Tabella I, II, III o IV.

f) L'espressione « preparato » designa:

i) una soluzione o un miscuglio, indipendentemente dallo stato fisico, contenente una o più sostanze psicotrope, oppure

ii) una o più sostanze psicotrope ripartite in unità di assunzione.

g) Le espressioni « Tabella I », « Tabella II », « Tabella III » e « Tabella IV » designano gli elenchi di sostanze psicotrope recanti i numeri corrispondenti e allegati alla presente Convenzione, che potranno essere modificati conformemente all'articolo 2.

h) Le espressioni « esportazione » e « importazione » designano, ciascuna nella sua accezione particolare, il trasferimento materiale di una sostanza psicotropa da uno Stato all'altro.

i) L'espressione « fabbricazione » designa tutte le operazioni che consentono di ottenere delle sostanze psicotrope, e comprende la depurazione e la trasformazione di sostanze psicotrope in altre sostanze psicotrope. Tale espressione comprende anche la fabbricazione di preparati diversi da quelli che vengono fatti, su prescrizione, in una farmacia.

j) L'espressione « traffico illecito » designa la fabbricazione o il traffico di sostanze psicotrope, effettuati contrariamente alle disposizioni della presente Convenzione.

k) L'espressione « regione » designa qualunque parte di uno Stato che, in virtù dell'articolo 28, viene trattata come un'entità separata ai fini della presente Convenzione.

l) L'espressione « locali » designa gli edifici, le parti di edifici nonchè il terreno destinato a detti edifici o alle parti di detti edifici.

Articolo 2.

Campo di applicazione del controllo delle sostanze

1. Qualora una Parte o l'Organizzazione Mondiale della Sanità sia in possesso di informazioni relative ad una sostanza non ancora sottoposta al controllo internazionale che, a suo giudizio, possono renderne necessario l'inserimento in una delle Tabelle della presente Convenzione, essa invierà al Segretario generale una notifica accompagnata da tutte le informazioni di appoggio. Tale procedura sarà parimenti applicata quando una Parte o l'Organizzazione Mondiale della Sanità

si trovi in possesso di informazioni che giustificano il trasferimento di una sostanza da una Tabella all'altra, oppure la sua cancellazione da una delle Tabelle.

2. Il Segretario generale comunicherà tale notifica, nonchè le informazioni che riterrà pertinenti, alle Parti, alla Commissione e, qualora la notifica sia stata data da una Parte, all'Organizzazione Mondiale della Sanità.

3. Qualora dalle informazioni che accompagnano tale notifica risulti che detta sostanza può essere inserita nella Tabella I o nella Tabella II in virtù del paragrafo 4, le Parti, alla luce di tutte le informazioni di cui disporranno, esamineranno la possibilità di applicare temporaneamente a tale sostanza tutte le misure di controllo applicabili alle sostanze della Tabella I o della Tabella II, a seconda dei casi.

4. Qualora l'Organizzazione Mondiale della Sanità constati:

a) che detta sostanza può provocare

i) 1) uno stato di dipendenza, e

2) una stimolazione o una depressione del sistema nervoso centrale dando luogo ad allucinazioni o a disturbi della funzione motoria o del giudizio o del comportamento o della percezione o dell'umore, oppure

ii) degli abusi e degli effetti nocivi paragonabili a quelli di una sostanza della Tabella I, II, III o IV, e

b) che ci sono motivi sufficienti per ritenere che la sostanza dà o potrebbe dar luogo ad abusi tali da costituire un problema di sanità pubblica ed un problema sociale che giustificano che essa sia posta sotto il controllo internazionale,

essa trasmetterà alla Commissione una valutazione su tale sostanza, dove indicherà in particolare in che misura la stessa dà o potrebbe dar luogo ad abusi, il grado di gravità del problema di sanità pubblica e del problema sociale, il grado di utilità terapeutica della sostanza, nonchè raccomandazioni sulle eventuali misure di controllo alle quali sarebbe opportuno sottoporla alla luce di tale valutazione.

5. Tenendo presente la comunicazione dell'Organizzazione Mondiale della Sanità, le cui valutazioni saranno determinanti in materia medica e scientifica, e prendendo in considerazione i fattori di ordine economico, sociale, giuridico, amministrativo e qualunque altro fattore che essa potrà ritenere pertinente, la Commissione potrà inserire detta sostanza nella Tabella I, II, III o IV. Essa potrà chiedere informazioni complementari all'Organizzazione Mondiale della Sanità o ad altre fonti competenti.

6. Qualora una notifica data in virtù del paragrafo 1 riguardi una sostanza già presente in una delle Tabelle, l'Organizzazione Mondiale della Sanità trasmetterà alla Commissione le sue nuove constatazioni

nonchè qualunque nuova valutazione su tale sostanza che riterrà opportuna conformemente alle disposizioni del paragrafo 4 e qualunque nuova raccomandazione concernente misure di controllo che possa ritenere appropriate alla luce di detta valutazione. La Commissione, tenendo presente la comunicazione ricevuta dall'Organizzazione Mondiale della Sanità conformemente al paragrafo 5, nonchè i fattori di cui al detto paragrafo, potrà decidere di trasferire tale sostanza da una Tabella all'altra, oppure di cancellarla dalle Tabelle.

7. Qualunque decisione presa dalla Commissione in virtù del presente articolo sarà comunicata dal Segretario generale a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, agli Stati non membri che sono Parti alla presente Convenzione, all'Organizzazione Mondiale della Sanita ed all'Organo. Tale decisione entrerà pienamente in vigore per ciascuna Parte entro 180 giorni dalla data della comunicazione, salvo quando una Parte, durante questo periodo e riguardo ad una decisione avente l'effetto di inserire una sostanza in una Tabella, abbia informato per iscritto il Segretario generale che, a causa di circostanze eccezionali, essa non è in grado di sottoporre tale sostanza a tutte le norme della Convenzione applicabili alle sostanze di tale Tabella. Tale notifica conterrà le motivazioni di tale decisione eccezionale. Ferma restando tale notifica, ciascuna Parte dovrà adottare, come minimo, le misure di controllo qui appresso elencate.

a) La Parte che ha notificato al Segretario generale tale decisione in merito ad una sostanza fino ad allora non sottoposta al controllo e inserita nella Tabella I, terrà conto il più possibile delle misure di controllo speciali elencate all'articolo 7 e, per quanto riguarda tale sostanza, dovrà:

i) esigere licenze di fabbricazione, commercio e distribuzione, conformemente al disposto dell'articolo 8 per le sostanze della Tabella II;

ii) esigere che sia fornita o distribuita solo su ricetta medica, conformemente al disposto dell'articolo 9 per le sostanze della Tabella II;

iii) conformarsi agli obblighi relativi all'esportazione e all'importazione enunciati all'articolo 12, salvo nei confronti di un'altra Parte che abbia inviato una notifica al Segretario generale in merito alla sostanza in questione;

iv) conformarsi agli obblighi enunciati per le sostanze della Tabella II all'articolo 13, che proibisce o limita l'esportazione e l'importazione;

v) fornire all'Organo rapporti statistici conformemente al disposto del comma *a)* del paragrafo 4 dell'articolo 16; e

vi) adottare misure conformi al disposto dell'articolo 22 per reprimere qualunque atto contrario alle leggi o ai regolamenti adottati in esecuzione degli obblighi di cui sopra.

b) La Parte che ha notificato al Segretario generale tale decisione in merito ad una sostanza fino ad allora non sottoposta al con-

trollo ed inserita nella Tabella II dovrà, per quanto riguarda tale sostanza:

i) esigere licenze di fabbricazione, commercio e distribuzione, conformemente al disposto dell'articolo 8;

ii) esigere che sia fornita o distribuita solo su ricetta medica, conformemente al disposto dell'articolo 9;

iii) conformarsi agli obblighi relativi all'esportazione e all'importazione enunciati all'articolo 12, salvo nei confronti di un'altra Parte che abbia inviato una notifica al Segretario generale in merito alla sostanza in questione;

iv) conformarsi agli obblighi enunciati all'articolo 13, che proibisce o limita l'esportazione e l'importazione;

v) fornire all'Organo rapporti statistici conformemente al disposto dei commi *a*), *c*) e *d*) del paragrafo 4 dell'articolo 16; e

vi) adottare misure conformi al disposto dell'articolo 22 per reprimere qualunque atto contrario alle leggi o ai regolamenti adottati in esecuzione degli obblighi di cui sopra.

c) La Parte che ha notificato al Segretario generale tale decisione in merito ad una sostanza fino ad allora non sottoposta al controllo ed inserita nella Tabella III dovrà, per quanto riguarda tale sostanza:

i) esigere licenze di fabbricazione, commercio e distribuzione, conformemente al disposto dell'articolo 8;

ii) esigere che sia fornita o distribuita solo su ricetta medica, conformemente al disposto dell'articolo 9;

iii) conformarsi agli obblighi relativi all'esportazione e all'importazione enunciati all'articolo 12, salvo nei confronti di un'altra Parte che abbia inviato una notifica al Segretario generale in merito alla sostanza in questione;

iv) conformarsi agli obblighi enunciati all'articolo 13, che proibisce o limita l'esportazione e l'importazione; e

v) adottare misure conformi al disposto dell'articolo 22 per reprimere qualunque atto contrario alle leggi o ai regolamenti adottati in esecuzione degli obblighi di cui sopra.

d) La Parte che ha notificato al Segretario generale tale decisione in merito ad una sostanza fino ad allora non sottoposta al controllo ed inserita nella Tabella IV dovrà, per quanto riguarda tale sostanza:

i) esigere licenze di fabbricazione, commercio e distribuzione, conformemente al disposto dell'articolo 8;

ii) conformarsi agli obblighi enunciati all'articolo 13, che proibisce o limita l'esportazione e l'importazione;

iii) adottare misure conformi al disposto dell'articolo 22 per reprimere qualunque atto contrario alle leggi o ai regolamenti adottati in esecuzione degli obblighi di cui sopra.

e) La Parte che ha notificato al Segretario generale tale decisione in merito ad una sostanza trasferita in una Tabella per la quale valgono misure di controllo e obblighi più rigorosi applicherà, come minimo, il complesso delle disposizioni di cui alla presente Convenzione applicabili alla Tabella dalla quale è stata trasferita.

8. *a*) Le decisioni prese dalla Commissione in virtù del presente articolo saranno soggette a revisione da parte del Consiglio, qualora una Parte lo richieda entro 180 giorni dal ricevimento della notifica della decisione. La richiesta di revisione dovrà essere inviata al Segretario generale unitamente a tutte le informazioni pertinenti che l'avranno motivata.

b) Il Segretario generale trasmetterà copia della richiesta di revisione e delle informazioni pertinenti alla Commissione, all'Organizzazione Mondiale della Sanità ed a tutte le Parti, invitandole a comunicargli le loro osservazioni entro novanta giorni. Tutte le osservazioni inviate saranno sottoposte all'esame del Consiglio.

c) Il Consiglio può confermare, modificare o annullare la decisione della Commissione. La sua decisione sarà notificata a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, agli Stati non membri che sono Parti alla presente Convenzione, alla Commissione, all'Organizzazione Mondiale della Sanità ed all'Organo.

d) Durante la procedura di revisione, la decisione originaria della Commissione resterà in vigore, fermo restando il disposto del paragrafo 7.

9. Le Parti faranno tutto ciò che è in loro potere per sottoporre, per quanto possibile, a misure di sorveglianza le sostanze che non sono contemplate nella presente Convenzione, ma che possono essere utilizzate per la fabbricazione illecita di sostanze psicotrope.

Articolo 3.

Norme particolari relative al controllo dei preparati

1. Fermo restando quanto previsto ai paragrafi successivi del presente articolo, un preparato è sottoposto alle stesse misure di controllo della sostanza psicotropa che esso contiene e, se esso contiene più sostanze psicotrope, alle misure applicabili alla sostanza psicotropa controllata più rigorosamente.

2. Qualora un preparato, contenente una sostanza psicotropa diversa da quelle della Tabella I, sia composto in modo tale da presentare rischi nulli o trascurabili di abuso e la sostanza non possa essere recuperata, con mezzi facilmente disponibili, in quantità tali da dar luogo ad abusi, e di conseguenza tale preparato non crei nè un problema per la sanità pubblica, nè un problema sociale, detto preparato potrà essere esonerato da alcune delle misure di controllo di cui alla presente Convenzione, ai sensi del paragrafo 3.

3. Qualora una Parte constati che un preparato rientra fra le norme del paragrafo precedente, essa può decidere di esonerarlo, nel proprio paese o in una regione dello stesso, da una o da tutte le misure di controllo previste nella presente Convenzione; tuttavia, tale preparato resterà sottoposto agli obblighi di cui agli articoli che seguono:

a) articolo 8 (licenze), per quanto concerne la fabbricazione;

b) articolo 11 (registrazione), per quanto concerne i preparati esonerati;

c) articolo 13 (proibizione e limitazioni all'esportazione e all'importazione);

d) articolo 15 (ispezione), per quanto concerne la fabbricazione;

e) articolo 16 (informazioni che devono fornire le Parti), per quanto concerne i preparati esonerati; e

f) articolo 22 (norme penali), nella misura necessaria per la repressione di atti contrari alle leggi o ai regolamenti adottati conformemente agli obblighi di cui sopra.

Detta Parte notificherà al Segretario generale qualunque decisione del genere, nonchè il nome, la composizione del preparato esonerato e le misure di controllo dalle quali è esonerato. Il Segretario generale trasmetterà la notifica alle altre Parti, all'Organizzazione Mondiale della Sanità e all'Organo.

4. Qualora una Parte o l'Organizzazione Mondiale della Sanità disponga di informazioni su un preparato esonerato in virtù del paragrafo 3, che, a suo giudizio, giustificano l'eliminazione parziale o totale dell'esonero, essa le notificherà al Segretario generale fornendogli altresì le informazioni d'appoggio a tale notifica. Il Segretario generale trasmetterà tale notifica, accompagnata da qualunque informazione che riterrà pertinente, alle Parti, alla Commissione e, quando la notifica venga data da una Parte, all'Organizzazione Mondiale della Sanità. L'Organizzazione Mondiale della Sanità comunicherà alla Commissione una valutazione sul preparato prendendo in considerazione i fattori di cui al paragrafo 2, nonchè una raccomandazione relativa alle misure di controllo dalle quali il preparato dovrebbe eventualmente non essere più esonerato. La Commissione, tenendo presente la comunicazione dell'Organizzazione Mondiale della Sanità, la cui valutazione sarà determinante in materia medica e scientifica, e prendendo in considerazione i fattori di ordine economico, sociale, giuridico, amministrativo e altri, che essa potrà ritenere pertinenti, potrà decidere che il preparato non sarà più esonerato da una o da tutte le misure di controllo. Il Segretario generale comunicherà qualunque decisione presa dalla Commissione in virtù del presente paragrafo a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, agli Stati non membri che sono Parti alla presente Convenzione, all'Organizzazione Mondiale della Sanità e all'Organo. Tutte le Parti adotteranno provvedimenti al fine di eliminare l'esonero della o delle misure di controllo in questione entro 180 giorni dalla data della comunicazione del Segretario generale.

Articolo 4.

Altre norme particolari relative al campo di applicazione del controllo

Per quanto attiene alle sostanze psicotrope diverse da quelle della Tabella I, le Parti potranno autorizzare:

a) il trasporto da parte di viaggiatori internazionali di piccole quantità di preparati per uso personale; ciascuna Parte potrà tuttavia assicurarsi che tali preparati siano stati ottenuti legalmente;

b) l'impiego di tali sostanze nell'industria per la fabbricazione di sostanze o prodotti non psicotropi, semprechè ad essi vengano applicate le misure di controllo richieste dalla presente Convenzione, finchè lo stato delle sostanze psicotrope rimarrà tale da non dar luogo, in pratica, ad abusi o a possibilità di recupero; e

c) l'utilizzazione di tali sostanze, semprechè ad esse vengano applicate le misure di controllo richieste dalla presente Convenzione, per la cattura di animali da parte di soggetti espressamente autorizzati dalle autorità competenti ad utilizzare dette sostanze a tal fine.

Articolo 5.

Limitazione dell'utilizzazione a fini medici e scientifici

1. Ciascuna Parte limiterà l'utilizzazione delle sostanze della Tabella I come previsto all'articolo 7.

2. Ciascuna Parte dovrà, fermo restando il disposto dell'articolo 4, limitare, con le misure che riterrà opportune, la fabbricazione, l'esportazione, l'importazione, la distribuzione, le scorte, il commercio, l'impiego e la detenzione di sostanze figuranti alle Tabelle II, III e IV ai fini medici e scientifici.

3. È auspicabile che le Parti non autorizzino la detenzione di sostanze figuranti alle Tabelle II, III e IV, salvo alle condizioni previste dalla legge.

Articolo 6

Amministrazione speciale

È auspicabile che, al fine di applicare le norme della presente Convenzione, ciascuna Parte istituisca e mantenga una amministrazione speciale. Sarebbe opportuno che tale amministrazione sia la stessa amministrazione speciale istituita in virtù delle norme delle convenzioni che sottopongono a controllo gli stupefacenti, oppure che essa operi in stretta collaborazione con tale amministrazione speciale.

Articolo 7.

Norme speciali riguardanti le sostanze della Tabella I

In merito alle sostanze della Tabella I, le Parti dovranno:

a) proibire qualunque utilizzazione di tali sostanze, salvo a fini scientifici o medici molto limitati da parte di soggetti debitamente autorizzati che operano in enti medici o scientifici dipendenti direttamente dai loro Governi o espressamente autorizzati dagli stessi;

b) esigere che la fabbricazione, il commercio, la distribuzione e la detenzione di tali sostanze siano subordinati al possesso di una licenza speciale o di una autorizzazione preventiva;

c) prevedere una stretta sorveglianza delle attività e degli atti di cui ai commi *a*) e *b*);

d) consentire che, ad un soggetto debitamente autorizzato, sia consegnata soltanto la quantità di tali sostanze necessaria ai fini per i quali l'autorizzazione è stata concessa;

e) esigere che i soggetti che svolgono funzioni mediche e scientifiche registrino l'acquisizione di tali sostanze ed i dettagli della loro utilizzazione, dette registrazioni dovendo essere conservate per almeno due anni dall'ultima utilizzazione registrata; e

f) proibire l'esportazione e l'importazione di tali sostanze salvo quando l'esportatore e l'importatore saranno, l'uno e l'altro, rispettivamente l'autorità o l'amministrazione competente del paese o della regione di esportazione e di importazione oppure altri soggetti o imprese che le autorità competenti del loro paese avranno espressamente autorizzato a tal fine. Le condizioni di cui al paragrafo 1 dell'articolo 12 per quanto riguarda le autorizzazioni di esportazione e di importazione per le sostanze della Tabella II varranno anche per le sostanze della Tabella I.

Articolo 8.

Licenze

1. Le Parti richiederanno una licenza o altra misura di controllo analoga per la fabbricazione, il commercio (ivi compreso il commercio di esportazione e d'importazione) e la distribuzione delle sostanze delle Tabelle II, III e IV.

2. Le Parti:

a) eserciteranno una sorveglianza su tutti i soggetti e le imprese debitamente autorizzati a svolgere attività di fabbricazione, commercio (ivi compreso il commercio di esportazione e d'importazione) o distribuzione delle sostanze di cui al paragrafo 1;

b) sottoporranno a regime di licenza o altra misura di controllo analoga gli stabilimenti e i locali nei quali possono aver luogo tale fabbricazione, commercio o distribuzione; e

c) faranno in modo che vengano prese misure di sicurezza per tali stabilimenti e locali, in modo da prevenire furti o altre sottrazioni di scorte.

3. Le norme dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo riguardanti il regime di licenza o altre misure di controllo analoghe non si applicheranno necessariamente ai soggetti debitamente autorizzati a svolgere funzioni terapeutiche o scientifiche e agenti nell'esercizio di tali funzioni.

4. Le Parti richiederanno che tutti i soggetti ai quali vengono rilasciate licenze in applicazione della presente Convenzione oppure che posseggono autorizzazioni equivalenti a norma del disposto del paragrafo 1 del presente articolo oppure del comma *b*) dell'articolo 7, siano debitamente qualificati per applicare effettivamente e fedelmente le norme delle leggi e dei regolamenti adottati in esecuzione della presente Convenzione.

Articolo 9.

Ricette mediche

1. Le Parti esigeranno che le sostanze delle Tabelle II, III e IV siano fornite o distribuite, per essere utilizzate da privati, soltanto dietro presentazione di ricetta medica, salvo nei casi in cui dei privati possano legalmente ottenere, utilizzare, distribuire o somministrare tali sostanze nell'esercizio, debitamente autorizzato, di funzioni terapeutiche o scientifiche.

2. Le Parti adotteranno le misure necessarie affinchè le ricette prescriventi sostanze contenute nelle Tabelle II, III e IV siano fatte conformemente alla pratica medica e sottoposte, per quanto attiene in particolare al numero dei possibili rinnovi e alla durata della loro validità, ad una normativa che assicuri la tutela della sanità e dell'interesse pubblico.

3. Fermo restando il disposto del paragrafo 1, una Parte può, qualora, a suo giudizio, la situazione locale lo richieda ed alle condizioni che essa potrà indicare, ivi comprese quelle in materia di registrazione, autorizzare i farmacisti licenziatari o qualunque altro dettagliante licenziatario, designati dalle autorità responsabili della sanità del suo paese o di una parte di quest'ultimo, a fornire, a loro discrezione e senza ricetta, per essere utilizzate da privati in casi eccezionali e a fini medici, piccole quantità di sostanze delle Tabelle III e IV, nei limiti che saranno definiti dalle Parti.

Articolo 10.

Avvertenze su confezioni e inserzioni pubblicitarie

1. Ciascuna Parte esigerà, tenendo presente le normative o le raccomandazioni pertinenti dell'Organizzazione Mondiale della Sanità,

che siano riportate sulle etichette, quando sia possibile farlo ed in ogni caso sull'istruzione interna che accompagna la confezione per la distribuzione al dettaglio delle sostanze psicotrope, le indicazioni nonchè le precauzioni da prendere e le avvertenze che sono necessarie, a suo giudizio, per la sicurezza dell'utente.

2. Ciascuna Parte, tenendo debito conto delle norme della sua Costituzione, proibirà le inserzioni pubblicitarie riguardanti le sostanze psicotrope e destinate al grosso pubblico.

Articolo 11.

Registrazione

1. Le Parti richiederanno che, per le sostanze della Tabella I, i fabbricanti e qualunque altro soggetto autorizzato in virtù dell'articolo 7 a commercializzare o distribuire tali sostanze, effettuino la registrazione, alle condizioni determinate da ciascuna Parte, così da far figurare, in modo preciso, le quantità fabbricate o tenute in *stock* nonchè, per ciascun acquisto e per ciascuna cessione, la quantità, la data ed i nomi del fornitore e dell'acquirente.

2. Le Parti richiederanno che, per le sostanze delle Tabelle II e III, i fabbricanti, i grossisti, gli esportatori e gli importatori effettuino la registrazione alle condizioni determinate da ciascuna Parte, così da far figurare, in modo preciso, le quantità fabbricate nonchè, per ciascun acquisto e per ciascuna cessione, la quantità, la data ed i nomi del fornitore e dell'acquirente.

3. Le Parti richiederanno che, per le sostanze della Tabella II, i dettaglianti, gli enti ospedalieri, i centri di cura e gli istituti scientifici effettuino la registrazione, alle condizioni determinate da ciascuna Parte, così da far figurare, in modo preciso, per ciascun acquisto e per ciascuna cessione, la quantità, la data ed i nomi del fornitore e dell'acquirente.

4. Le Parti sorveglieranno, con metodi appropriati e tenendo presenti le proprie pratiche professionali e commerciali, che le informazioni relative all'acquisto ed alla cessione di sostanze della tabella III da parte di dettaglianti, enti ospedalieri, centri di cura e istituti scientifici possano essere facilmente consultate.

5. Le Parti richiederanno che, per le sostanze della Tabella IV, i fabbricanti, gli esportatori e gli importatori effettuino la registrazione, alle condizioni determinate da ciascuna Parte, così da far figurare le quantità fabbricate, esportate ed importate.

6. Le Parti richiederanno che i fabbricanti di preparati esonerati a norma del paragrafo 3 dell'articolo 3 registrino la quantità di cia-

scuna sostanza psicotropa utilizzata nella fabbricazione di un preparato esonerato, la natura e la quantità totale del preparato esonerato fabbricato a partire da tale sostanza, nonchè le indicazioni relative alla prima cessione di detto preparato.

7. Le Parti assicureranno che le registrazioni e le informazioni di cui al presente articolo e necessarie per instaurare i rapporti di cui all'articolo 16 siano conservate per almeno due anni.

Articolo 12.

Norme relative al commercio internazionale

1. *a)* Qualunque Parte che autorizzi l'esportazione o l'importazione di sostanze della Tabella I o II deve richiedere, per ciascuna esportazione o importazione, che si tratti di una o più sostanze, una autorizzazione d'importazione o di esportazione distinta, rilasciata su un formulario di modello stabilito dalla Commissione.

b) Tale autorizzazione deve comprendere la denominazione comune internazionale della sostanza oppure, in mancanza di tale denominazione, la designazione della sostanza nella Tabella, la quantità da esportare o importare, la forma farmaceutica, il nome e l'indirizzo dell'esportatore e dell'importatore, ed il periodo durante il quale deve aver luogo l'esportazione o l'importazione. Qualora la sostanza venga esportata o importata sotto forma di preparato, il nome del preparato, se esiste, sarà pure indicato. L'autorizzazione d'esportazione deve altresì recare il numero e la data del certificato d'importazione, e specificare l'autorità che l'ha rilasciata.

c) Prima di rilasciare un'autorizzazione d'esportazione, le Parti richiederanno un'autorizzazione d'importazione rilasciata dalle autorità competenti del paese o della regione d'importazione e attestante che l'importazione della sostanza o delle sostanze in questione è approvata, e tale autorizzazione sarà presentata dal soggetto o dall'ente che richiede l'autorizzazione d'esportazione.

d) Copia dell'autorizzazione d'esportazione sarà allegata a ciascuna spedizione, e il Governo che rilascia l'autorizzazione d'esportazione ne invierà copia al Governo del paese o della regione d'importazione.

e) Quando l'importazione sia stata effettuata, il Governo del paese o della regione d'importazione rimanderà al Governo del paese o della regione d'esportazione l'autorizzazione d'esportazione con un attestato certificante la quantità effettivamente importata.

2. *a)* Le Parti richiederanno che, per ciascuna esportazione di sostanze della Tabella III, gli esportatori predispongano in triplice copia una dichiarazione, fatta su un formulario di modello stabilito dalla Commissione, contenente le informazioni seguenti:

i) il nome e l'indirizzo dell'esportatore e dell'importatore;

ii) la denominazione comune internazionale o, in mancanza di tale denominazione, la designazione della sostanza nella Tabella;

iii) la quantità della sostanza e la forma farmaceutica sotto la quale essa viene esportata e, se sotto forma di preparato, il nome di tale preparato, se esiste; e

iv) la data di spedizione.

b) Gli esportatori forniranno alle autorità competenti del loro paese o della loro regione due esemplari di tale dichiarazione. Essi allegheranno il terzo esemplare alla spedizione.

c) La Parte del territorio dal quale è stata esportata una sostanza della Tabella III dovrà, nel più breve tempo possibile e entro un massimo di novanta giorni dalla data di spedizione, trasmettere alle autorità competenti del paese o della regione d'importazione, in plico raccomandato con ricevuta di ritorno, una copia della dichiarazione ricevuta dall'esportatore.

d) Le Parti potranno richiedere che, al momento del ricevimento del pacco, l'importatore invii alle autorità competenti del proprio paese o della propria regione l'esemplare che accompagna la spedizione debitamente firmato, indicando le quantità ricevute e la data di ricevimento.

3. Le sostanze delle Tabelle I e II saranno inoltre sottoposte alle norme qui appresso riportate:

a) Le Parti eserciteranno nei porti franchi e nelle zone franche la stessa sorveglianza e lo stesso controllo delle altre parti del loro territorio; resta inteso, tuttavia, che esse potranno applicare un regime più rigoroso.

b) Le esportazioni sotto forma di spedizioni inviate ad una banca a beneficio di un soggetto diverso da quello il cui nome figura sull'autorizzazione d'esportazione o ad una casella postale saranno proibite.

c) Le esportazioni di sostanze della Tabella I sotto forma di spedizioni inviate ad un magazzino doganale saranno proibite. Le esportazioni di sostanze della Tabella II sotto forma di spedizioni inviate ad un magazzino doganale saranno proibite, salvo se il Governo del paese importatore indicherà, sul certificato d'importazione presentato dal soggetto o dall'ente che richiede l'autorizzazione d'esportazione, di aver approvato l'importazione della spedizione affinchè questa venga depositata in un magazzino doganale. In tal caso, l'autorizzazione d'esportazione preciserà che la spedizione viene effettuata a tale scopo. Qualunque ritiro dal magazzino doganale sarà subordinato alla presentazione di un permesso rilasciato dalle autorità dalle quali dipende il magazzino e, in caso di spedizione destinata all'estero, essa sarà assimilata ad una nuova esportazione ai sensi della presente Convenzione.

d) Le spedizioni che entrano nel territorio di una Parte e ne escono senza essere accompagnate da una autorizzazione d'esportazione saranno trattenute dalle autorità competenti.

e) Una Parte non autorizzerà il transito sul proprio territorio, a destinazione di un altro paese, di una spedizione qualsiasi di tali sostanze, sia tale spedizione o no scaricata dal veicolo che la trasporta, salvo se verrà presentata alle autorità competenti di detta Parte copia dell'autorizzazione d'esportazione per tale spedizione.

f) Le autorità competenti di un paese o di una regione qualsiasi, attraverso i quali è autorizzato il transito di una spedizione di tali sostanze, adotteranno tutte le misure necessarie per impedire il dirottamento di detta spedizione verso una destinazione diversa da quella che figura sulla copia dell'autorizzazione d'esportazione allegata alla spedizione, a meno che il Governo del paese o della regione attraverso i quali è effettuata tale spedizione non autorizzi tale dirottamento. Il Governo di tale paese o regione di transito tratterà qualunque domanda di dirottamento come se si trattasse di una esportazione dal paese o dalla regione di transito verso il paese o la regione della nuova destinazione. Qualora venga autorizzato il dirottamento, varranno sempre le norme del comma *e)* del paragrafo 1 fra il paese o la regione di transito ed il paese o la regione dal quale o dalla quale è stata originariamente esportata la spedizione.

g) Nessuna spedizione di tali sostanze, in transito o depositata presso un magazzino doganale, può essere sottoposta a trattamenti, di qualsiasi genere, che modifichino la natura delle sostanze. L'imballaggio non può essere modificato senza il consenso delle autorità competenti.

h) Le norme dei commi da *e)* a *g)* relative al transito di tali sostanze sul territorio di una Parte non sono applicabili se la spedizione è trasportata per via aerea, a condizione che l'aeromobile non atterri nel paese o nella regione di transito. Qualora l'aeromobile atterri in tale paese o regione, tali norme verranno applicate nella misura in cui lo richiedano le circostanze.

i) Le norme del presente paragrafo non pregiudicano le norme di qualunque accordo internazionale che limiti il controllo che può essere esercitato da qualunque Parte su tali sostanze in transito.

Articolo 13.

Proibizione e limitazioni all'esportazione e all'importazione

1. Una parte può notificare a tutte le altre Parti, per il tramite del Segretario generale, che essa proibisce l'importazione nel proprio paese, o in una delle sue regioni, di una o più sostanze della Tabella II, III o IV, specificate nella sua notifica. In tale notifica, essa indicherà il nome dato alla sostanza nella Tabella II, III o IV.

2. Qualora una Parte abbia ricevuto una notifica di proibizione come contemplato al paragrafo 1, essa adotterà le misure necessarie affinchè nessuna delle sostanze specificate in detta notifica sia esportata verso il paese o una delle regioni della Parte che ha dato la notifica.

Nonostante il disposto dei paragrafi precedenti, una Parte che abbia dato una notifica conformemente al paragrafo 1 può, rilasciando

in ciascun caso un permesso speciale d'importazione, autorizzare l'importazione di determinate quantità delle sostanze in questione o dei preparati che le contengono. L'autorità del paese importatore, che avrà rilasciato il permesso speciale d'importazione, l'invierà in due copie, recanti il nome e l'indirizzo dell'importatore e dell'esportatore, all'autorità competente del paese o della regione d'esportazione, che potrà allora autorizzare l'esportatore a fare la spedizione. Questa sarà accompagnata da un esemplare del permesso speciale d'importazione, debitamente vistato dall'autorità competente del paese o della regione d'esportazione.

Articolo 14.

Norme speciali riguardanti il trasporto delle sostanze psicotrope nelle cassette di pronto soccorso di navi, aeromobili o altri mezzi di trasporto pubblico che effettuano rotte internazionali

1. Il trasporto internazionale, mediante navi, aeromobili o altri mezzi di trasporto pubblico internazionale, quali treni e autocarri internazionali, di quantità limitate di sostanze della Tabella II, III o IV, che possono risultare necessarie durante il viaggio per il pronto soccorso e i casi urgenti, non sarà considerato come esportazione, importazione o transito ai sensi della presente Convenzione.

2. Precauzioni adeguate saranno prese dal paese di immatricolazione per impedire l'uso illecito delle sostanze citate al paragrafo 1 oppure la loro sottrazione a fini illeciti. La Commissione raccomanderà tali precauzioni consultate le organizzazioni internazionali competenti.

3. Le sostanze trasportate mediante navi, aeromobili o altri mezzi di trasporto pubblico internazionale, quali treni e autocarri internazionali, conformemente al disposto del paragrafo 1, saranno sottoposte a leggi, regolamenti, permessi e licenze del paese d'immatricolazione, fatta salva la facoltà delle autorità locali competenti di procedere a verifiche, ispezioni ed altre operazioni di controllo a bordo di tali mezzi di trasporto. La somministrazione di tali sostanze in casi urgenti non sarà considerata come infrazione alle norme del paragrafo 1 dell'articolo 9.

Articolo 15.

Ispezione

Le Parti istituiranno un sistema di ispezione dei fabbricanti, degli esportatori, degli importatori, dei grossisti e dei dettaglianti di sostanze psicotrope, nonchè degli istituti medici e scientifici che utilizzano tali sostanze. Esse prevederanno ispezioni di locali, scorte e registrazioni con la frequenza che riterranno necessaria.

Articolo 16.

Informazioni che devono essere fornite dalle Parti

1. Le Parti forniranno al Segretario generale le informazioni che la Commissione può richiedere, in quanto necessarie per l'esercizio delle sue funzioni, e in particolare un rapporto annuale riguardante il funzionamento della Convenzione sui loro territori e contenente informazioni su:

a) le modifiche importanti apportate alle loro leggi ed ai loro regolamenti relativi alle sostanze psicotrope; e

b) i fatti particolarmente significativi che saranno accaduti sui loro territori in materia di abuso e traffico illecito delle sostanze psicotrope.

2. Le Parti comunicheranno inoltre al Segretario generale i nomi e gli indirizzi delle autorità governative di cui al comma *f)* dell'articolo 7, all'articolo 12 ed al paragrafo 3 dell'articolo 13. Il Segretario generale trasmetterà tali informazioni a tutte le Parti.

3. Le Parti invieranno al Segretario generale, nel più breve tempo possibile, un rapporto sui casi di traffico illecito di sostanze psicotrope e di sequestro di sostanze oggetto di tale traffico illecito, qualora tali casi siano a loro giudizio importanti per:

a) le nuove tendenze evidenziatesi;

b) le quantità in questione;

c) la luce che esse fanno sulle fonti di approvvigionamento; oppure

d) i metodi impiegati dai trafficanti.

Copie del rapporto saranno inviate conformemente al comma *b)* dell'articolo 21.

4. Le Parti forniranno all'Organo rapporti statistici annuali, utilizzando a tal fine i formulari stabiliti dall'Organo. Tali rapporti concerneranno:

a) per quanto riguarda ciascuna delle sostanze delle Tabelle I e II, le quantità fabbricate, esportate a destinazione di e importate in provenienza da ciascun paese o regione, nonchè le scorte in possesso dei fabbricanti;

b) per quanto riguarda ciascuna delle sostanze delle Tabelle III e IV, le quantità fabbricate, nonchè le quantità totali esportate e importate;

c) per quanto riguarda ciascuna delle sostanze delle Tabelle II e III, le quantità utilizzate per la fabbricazione dei preparati esonerati; e

d) per quanto riguarda ciascuna delle sostanze contenute in una Tabella diversa dalla Tabella I, le quantità impiegate a fini industriali, conformemente alle disposizioni del comma *b)* dell'articolo 4.

Le quantità fabbricate di cui ai commi *a)* e *b)* del presente paragrafo non comprendono le quantità di preparati fabbricati.

5. Una Parte fornirà all'Organo, su richiesta, informazioni statistiche supplementari, riguardanti periodi futuri, sulle quantità di determinate sostanze delle Tabelle III e IV esportate a destinazione di ciascun paese o regione e importate da ciascun paese o regione. Tale Parte potrà chiedere all'Organo di dare carattere di riservatezza tanto alla richiesta di informazioni quanto alle informazioni fornite in virtù del presente paragrafo.

6. Le Parti forniranno le informazioni di cui ai paragrafi 1 e 4 con le modalità ed entro i termini che saranno fissati dalla Commissione o dall'Organo.

Articolo 17.

Funzioni della Commissione

1. La Commissione può esaminare tutte le questioni riguardanti gli scopi della presente Convenzione e l'applicazione delle norme della stessa, facendo raccomandazioni a tal fine.

2. Le decisioni della Commissione previste all'articolo 2 e all'articolo 3 saranno adottate con la maggioranza dei due terzi dei membri della Commissione.

Articolo 18.

Rapporti dell'Organo

1. L'Organo predispone sul proprio lavoro rapporti annuali nei quali figurano un'analisi delle informazioni statistiche di cui dispone e, se necessaria, un'illustrazione delle spiegazioni fornite dai Governi o richieste agli stessi, nonchè qualunque osservazione e raccomandazione che esso desideri formulare. L'Organo può altresì predisporre qualunque rapporto supplementare che ritenga necessario. I rapporti sono presentati al Consiglio per il tramite della Commissione, che può formulare le osservazioni che ritenga opportune.

2. I rapporti dell'Organo sono trasmessi alle Parti e successivamente pubblicati dal Segretario generale. Le Parti autorizzano la libera distribuzione di tali rapporti.

Articolo 19.

Misure che devono essere adottate dall'Organo per assicurare l'esecuzione delle norme della Convenzione

1. *a)* Qualora, dopo un esame delle informazioni inviate all'Organo dai Governi oppure delle informazioni comunicate da organi delle Nazioni Unite, l'Organo abbia motivo di credere che gli scopi della presente Convenzione sono gravemente compromessi poichè un paese o una regione non dà esecuzione alle norme della stessa, esso ha facoltà di chiedere spiegazioni al Governo del paese o della regione interessati. Ferma restando la facoltà di richiamare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione di cui al comma *c)*, l'Organo considererà come riservata una richiesta di informazioni o una spiegazione fornita da un Governo conformemente al presente comma.

b) Dopo aver agito ai sensi del comma *a)*, l'Organo può, qualora lo ritenga necessario, chiedere al Governo interessato di adottare le misure correttive che, date le circostanze, sembrino necessarie per assicurare l'esecuzione delle norme della presente Convenzione.

c) Qualora l'Organo constati che il Governo interessato non ha dato spiegazioni soddisfacenti quando è stato invitato a farlo a norma del comma *a)*, oppure ha trascurato di adottare qualunque misura correttiva che è stato invitato ad adottare conformemente al comma *b)*, esso può richiamare l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione sulla questione.

2. Quando richiami l'attenzione delle Parti, del Consiglio e della Commissione su una questione conformemente al comma *c)* del paragrafo 1, l'Organo può, qualora ritenga necessaria tale misura, raccomandare alle Parti di cessare l'esportazione di sostanze psicotrope verso il paese o la regione interessati oppure l'importazione di sostanze psicotrope da tale paese o regione, oppure sia l'esportazione che l'importazione, o per un periodo determinato, o finchè la situazione in tale paese o regione non sarà soddisfacente. Lo Stato interessato ha facoltà di portare la questione dinanzi al Consiglio.

3. L'Organo ha facoltà di pubblicare un rapporto su qualunque questione di cui al disposto del presente articolo, e di comunicarlo al Consiglio che, a sua volta, lo trasmetterà a tutte le Parti. Qualora l'Organo pubblichi in tale rapporto una decisione adottata a norma del presente articolo o informazioni riguardanti tale decisione, esso deve anche pubblicare il parere del Governo interessato, se quest'ultimo lo richiede.

4. Nel caso in cui una decisione dell'Organo pubblicata conformemente al presente articolo non sia stata adottata all'unanimità, deve essere indicata l'opinione della minoranza.

5. Ogni Stato sarà invitato a farsi rappresentare alle sedute dell'Organo durante le quali viene esaminata una questione che lo interessa direttamente ai sensi del presente articolo.

6. Le decisioni dell'Organo adottate in virtù del presente articolo devono essere adottate con la maggioranza dei due terzi del totale dei membri dello stesso.

7. Le norme dei paragrafi precedenti valgono anche nel caso in cui l'Organo abbia motivo di credere che gli scopi della presente Convenzione sono gravemente compromessi a causa di una decisione adottata da una Parte in virtù delle norme del paragrafo 7 dell'articolo 2.

Articolo 20.

Misure contro l'abuso delle sostanze psicotrope

1. Le Parti adotteranno tutte le misure che possano prevenire l'abuso delle sostanze psicotrope ed assicurare la diagnosi precoce, nonchè la cura, l'educazione, il dopo-cura, il riadattamento e il reinserimento sociale dei soggetti interessati; a tale scopo, esse coordineranno i propri sforzi.

2. Le Parti favoriranno, il più possibile, la formazione di personale per assicurare la cura, il dopo-cura, il riadattamento ed il reinserimento sociale dei soggetti che abusano di sostanze psicotrope.

3. Le Parti aiuteranno i soggetti che ne hanno bisogno nell'esercizio della loro professione ad acquisire la conoscenza dei problemi posti dall'abuso delle sostanze psicotrope e dalla sua prevenzione, ed esse svilupperanno anche tale conoscenza fra il grosso pubblico, qualora sia il caso di temere che l'abuso di tali sostanze si diffonda molto rapidamente.

Articolo 21.

Lotta contro il traffico illecito

Tenendo debito conto dei loro regimi costituzionali, giuridici e amministrativi, le Parti:

a) assicureranno a livello nazionale il coordinamento dell'azione preventiva e repressiva contro il traffico illecito; a tal fine, esse potranno utilmente designare un servizio responsabile di tale coordinamento;

b) si daranno mutua assistenza nella lotta contro il traffico illecito delle sostanze psicotrope, e in particolare trasmetteranno immediatamente alle altre Parti direttamente interessate, attraverso i canali diplomatici o per il tramite delle autorità competenti che esse avranno designate a tal fine, copia di qualunque rapporto che abbiano indirizzato al Segretario generale in virtù dell'articolo 16 in seguito alla scoperta di un caso di traffico illecito oppure di un sequestro;

c) collaboreranno strettamente fra di loro e con le organizzazioni internazionali competenti di cui sono membri al fine di condurre una lotta coordinata contro il traffico illecito;

d) faranno in modo che la cooperazione internazionale dei servizi competenti si svolga attraverso canali rapidi;

e) nel caso in cui vengano trasmessi dei documenti procedurali fra paesi per l'esercizio di un'azione giudiziaria, accerteranno che la trasmissione alle istanze designate dalle Parti avvenga attraverso canali rapidi; tale disposizione non pregiudica il diritto delle Parti di chiedere che i documenti procedurali siano loro inviati attraverso i canali diplomatici.

Articolo 22.

Norme penali

1. *a*) Ferme restando le proprie norme costituzionali, ciascuna Parte considererà come infrazione punibile qualunque atto, commesso intenzionalmente, che infranga una legge o un regolamento adottato in esecuzione dei propri obblighi, derivanti dalla presente Convenzione, e adotterà le misure necessarie affinchè le infrazioni gravi siano debitamente sanzionate, ad esempio con una pena detentiva o altra pena di privazione della libertà.

b) Indipendentemente dalle norme del comma precedente, quando soggetti che utilizzano in modo abusivo sostanze psicotrope avranno commesso tali infrazioni, le Parti potranno, invece che condannarli o pronunciare a loro carico una sanzione penale, oppure come complemento della sanzione penale, sottoporre tali soggetti a misure di cura, educazione, dopo-cura, riadattamento e reinserimento sociale, conformemente al disposto del paragrafo 1 dell'articolo 20.

2. Fermi restando le norme costituzionali, l'ordinamento giuridico e la legislazione nazionale di ciascuna Parte:

a) i) qualora sia stata commessa in paesi diversi una serie di atti che sono intercollegati e che costituiscono infrazioni in virtù del precedente paragrafo 1, ciascuno di tali atti sarà considerato come infrazione a sè stante;

ii) la partecipazione intenzionale ad una qualunque delle suddette infrazioni, l'associazione o l'intesa al fine di commetterla, nonchè gli atti preparatori e le operazioni finanziarie compiuti intenzionalmente e relativi alle infrazioni di cui al presente articolo, costituiranno infrazioni passibili delle pene contemplate al paragrafo 1;

iii) le condanne pronunciate all'estero per tali infrazioni saranno prese in considerazione al fine di stabilire la recidiva; e

iv) le infrazioni gravi suddette, che vengano commesse da cittadini o da stranieri, saranno perseguite dalla Parte sul territorio della quale è stata commessa l'infrazione oppure dalla Parte sul territorio della quale si trova il reo, qualora l'estradizione non sia compatibile con la legislazione della Parte alla quale è fatta la richiesta e il reo non sia già stato perseguito e giudicato.

b) È auspicabile che le infrazioni di cui al paragrafo 1 e alla parte ii) del comma *a*) del paragrafo 2 siano considerate come casi di estradizione ai sensi di qualunque trattato di estradizione stipulato o da stipulare fra le Parti, e siano riconosciute come casi di estradizione fra le stesse dalle Parti che non subordinano l'estradizione all'esistenza di un trattato o alla reciprocità; beninteso, l'estradizione sarà concessa conformemente alla legislazione della Parte alla quale è fatta la richiesta di estradizione e detta Parte avrà facoltà di rifiutarsi di procedere all'arresto del reo oppure di rifiutare di concedere l'estradizione, qualora le autorità competenti considerino che l'infrazione non sia sufficientemente grave.

3. Qualunque sostanza psicotropa, qualunque altra sostanza e qualunque materiale utilizzato o che si prevede di utilizzare per commettere una qualunque delle infrazioni di cui ai paragrafi 1 e 2, potranno essere sequestrati e confiscati.

4. Nessuna norma del presente articolo pregiudicherà le norme della legislazione nazionale di una Parte in materia di competenza.

5. Nessuna norma del presente articolo pregiudicherà il principio secondo il quale le infrazioni, alle quali esso si riferisce, saranno definite, perseguite e punite conformemente alla legislazione nazionale di ciascuna Parte.

Articolo 23.

Applicazione di misure di controllo più rigorose di quelle richieste dalla Convenzione

Le Parti potranno adottare misure di controllo più rigorose o più severe di quelle previste dalla presente Convenzione, qualora lo ritengano opportuno o necessario per la tutela della sanità e dell'interesse pubblici.

Articolo 24.

Spese sostenute dagli organi internazionali per l'amministrazione delle norme della Convenzione

Le spese della Commissione e dell'Organo per l'espletamento delle rispettive funzioni in virtù della presente Convenzione saranno a carico dell'Organizzazione delle Nazioni Unite alle condizioni che saranno determinate dall'Assemblea generale. Le Parti che non sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite contribuiranno a tali spese; l'Assemblea generale fisserà periodicamente, dopo aver consultato i Governi di tali Parti, l'ammontare dei contributi che essa riterrà equo.

Articolo 25.

Procedura di ammissione, firma, ratifica e adesione

1. Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, gli Stati non membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che sono membri di un istituto specializzato delle Nazioni Unite oppure dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica, oppure che sono Parti allo Statuto della Corte internazionale di Giustizia, nonchè qualunque altro Stato invitato dal Consiglio, possono diventare Parti alla presente Convenzione:

a) firmandola; oppure

b) ratificandola dopo averla firmata con riserva di ratifica; oppure

c) aderendo alla stessa.

La presente Convenzione sarà aperta alla firma fino al 1° gennaio 1972 compreso. Successivamente sarà aperta all'adesione.

3. Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale.

Articolo 26.

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore novanta giorni dopo che quaranta degli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 25 l'avranno firmata senza riserva di ratifica oppure avranno depositato gli strumenti di ratifica o di adesione.

2. Per qualunque altro Stato che firmi senza riserva di ratifica, oppure che depositi uno strumento di ratifica o di adesione dopo la data dell'ultima firma o dell'ultimo deposito di cui al paragrafo precedente, la presente Convenzione entrerà in vigore novanta giorni dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica o d'adesione.

Articolo 27.

Applicazione territoriale

La presente Convenzione si applica a tutti i territori non metropolitani che una Parte rappresenti sul piano internazionale, salvo quando il previo consenso di uno di tali territori è necessario in virtù o della Costituzione della Parte o del territorio interessato, o della consuetudine. In tal caso, la Parte cercherà di ottenere il più presto possibile il consenso del territorio che è necessario e, una volta ottenuto tale consenso, essa lo notificherà al Segretario generale. La presente Convenzione si applica al territorio o ai territori designati con la suddetta

notifica al momento del ricevimento della stessa da parte del Segretario generale. Nel caso in cui non sia necessario il previo consenso del territorio non metropolitano, la Parte interessata dichiarerà, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, a quale territorio o territori non metropolitani si applica la presente Convenzione.

Articolo 28.

Regioni ai fini della presente Convenzione

1. Qualunque Parte può notificare al Segretario generale che, ai fini della presente Convenzione, il proprio territorio è ripartito in due o più regioni, oppure che due o più delle sue regioni sono raggruppate in un'unica regione.

2. Due o più Parti possono notificare al Segretario generale che, in seguito all'istituzione di un'unione doganale fra di esse, tali Parti costituiscono una regione ai fini della presente Convenzione.

3. Qualunque notifica data in virtù del paragrafo 1 o 2 avrà effetto dal 1° gennaio dell'anno che seguirà quello in cui detta notifica sarà stata data.

Articolo 29.

Denuncia

1. Allo scadere di un termine di due anni a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione, qualunque Parte potrà, a suo nome o a nome di un territorio che essa rappresenti sul piano internazionale e che abbia ritirato il consenso dato in virtù dell'articolo 27, denunciare la presente Convenzione depositando uno strumento a tal fine presso il Segretario generale.

2. Qualora il Segretario generale riceva la denuncia entro e non oltre il 1° luglio, essa avrà effetto il 1° gennaio dell'anno successivo; qualora la denuncia sia ricevuta dopo il 1° luglio, essa avrà effetto come se fosse stata ricevuta entro il 1° luglio dell'anno successivo.

3. La presente Convenzione scadrà se, in seguito a denunce notificate conformemente al disposto dei paragrafi 1 e 2, cesseranno di esistere le condizioni della sua entrata in vigore previste al paragrafo 1 dell'articolo 26.

Articolo 30.

Emendamenti

1. Qualunque Parte potrà proporre un emendamento alla presente Convenzione. Il testo di detto emendamento e le sue motivazioni saranno

comunicati al Segretario generale, che li comunicherà alle Parti e al Consiglio. Il Consiglio potrà decidere o:

a) di convocare una conferenza, a norma del paragrafo 4 dell'articolo 6 dello Statuto delle Nazioni Unite, al fine di studiare l'emendamento proposto; o

b) di chiedere alle Parti se esse accettano l'emendamento proposto, pregandole altresì di presentare eventualmente al Consiglio le loro osservazioni su tale proposta.

2. Qualora una bozza di emendamento distribuita a norma del comma *b*) del paragrafo 1 non sia respinta da nessuna delle Parti entro i diciotto mesi successivi alla sua trasmissione, essa entrerà immediatamente in vigore. Qualora, tuttavia, essa fosse respinta da una Parte, il Consiglio potrà decidere, tenendo presenti le osservazioni delle Parti, se è il caso di convocare una conferenza allo scopo di studiare detto emendamento.

Articolo 31.

Controversie

1. Qualora sorga fra due o più Parti una controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, dette Parti si consulteranno per comporre la controversia attraverso negoziato, inchiesta, mediazione, conciliazione, arbitrato, ricorso a enti regionali, con mezzi giudiziari o altri mezzi pacifici di loro scelta.

2. Qualunque controversia di tale genere che non sarà stata composta con i mezzi previsti al paragrafo 1 sarà sottoposta, su richiesta di una delle Parti alla controversia, alla Corte internazionale di Giustizia.

Articolo 32.

Riserve

1. Non è autorizzata alcuna riserva oltre a quelle avanzate conformemente ai paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo.

2. Qualunque Stato può, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, avanzare delle riserve sulle seguenti norme della presente Convenzione:

a) articolo 19, paragrafi 1 e 2;

b) articolo 27; e

c) articolo 31.

3. Qualunque Stato che desideri diventare Parte alla Convenzione, ma che vuole essere autorizzato ad avanzare riserve diverse da quelle elencate ai paragrafi 2 e 4, può informare il Segretario generale di tale

intenzione. A meno che, allo scadere di un termine di dodici mesi dalla data di comunicazione della riserva in questione da parte del Segretario generale, un terzo degli Stati che hanno firmato senza riserva di ratifica o ratificato la Convenzione o hanno aderito alla stessa entro detto periodo, non abbiano sollevato delle obiezioni contro la stessa, essa sarà considerata come autorizzata, essendo inteso, tuttavia, che gli Stati che avranno sollevato delle obiezioni contro tale riserva non dovranno assumere, nei confronti dello Stato che l'ha formulata, l'obbligazione giuridica derivante dalla presente Convenzione oggetto della riserva.

4. Qualunque Stato sul territorio del quale crescono allo stato selvatico piante contenenti sostanze psicotrope della Tabella I, utilizzate tradizionalmente da certi gruppi ristretti ben determinati in occasione di cerimonie magiche o religiose, può, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione, avanzare delle riserve riguardanti tali piante sul disposto dell'articolo 7, salvo sul disposto relativo al commercio internazionale.

5. Lo Stato che avrà avanzato delle riserve potrà in qualunque momento e mediante notifica scritta al Segretario generale sciogliere le sue riserve in tutto o in parte.

Articolo 33.

Notifica

Il Segretario generale notificherà a tutti gli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 25:

a) le firme, ratifiche o adesioni conformemente all'articolo 25;

b) la data alla quale entrerà in vigore la presente Convenzione conformemente all'articolo 26;

c) le denunce conformemente all'articolo 29; e

d) le dichiarazioni e notifiche conformemente agli articoli 27, 28, 30 e 32.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione a nome dei rispettivi Governi.

FATTO a Vienna, il ventuno febbraio millenovecentosettantuno, in un unico esemplare, in inglese, cinese, spagnolo, francese e russo, i cinque testi facenti ugualmente fede. La Convenzione sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copia conforme a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed agli altri Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 25.

(*Seguono le firme*).

ELENCO DELLE SOSTANZE ISCRITTE NELLE TABELLE (*)

ELENCO DELLE SOSTANZE ISCRITTE NELLA TABELLA I

	DCI	*Altre denominazioni comuni o usuali*	*Denominazione chimica*
1.		DET	N, N-dietiltriptamina
2.		DMHP	1-idrossi-3-(dimetil-1, 2-etil) tetraidro-7, 8, 9, 10 trimetil-6, 6, 9 6H-dibenzo (b, d) pirano
3.		DMT	N, N-dimetiltriptamina
4.	(+)-LISERGIDE	LSD, LSD-25	(+)-N, N-dietillisergamide (dietilamide dell'acido destro-lisergico)
5.		mescalina	3, 4, 5-trimetossifenetilamina
6.		paraesil	1-idrossi-3-n-esil-7, 8, 9, 10, tetraidro-6, 6, 9-trimetil-6H-dibenzo (b, d) pirano
7.		psilocina	3-(2-dimetilaminoetil)-4-idrossi indolo
8.	PSILOCIBINA		estere fosforico della 4-idrossi-N, N-dimetil-triptamina
9.		STP, DOM	2-amino 2-(2, 5-dimetossi4 metil) fenil-propano
10.		tetraidrocannabinoli, tutti gli isomeri	1-idrossi-3-pentil-6a, 7, 10, 10a-tetraidro-6, 6, 9-trimetil-6H-dibenzo (b, d) pirano

(*) I nomi indicati in maiuscolo nella colonna di sinistra sono Denominazioni comuni internazionali (DCI). Ad eccezione della (+) LISERGIDE, le altre denominazioni o nomi comuni non sono indicati in quanto nessuna DCI è stata ancora proposta.

ELENCO DELLE SOSTANZE ISCRITTE NELLA TABELLA II

DCI	*Altre denominazioni comuni o usuali*	*Denominazione chimica*
1. AMFETAMINA		(±)-2-amino 1-fenil propano
2. DESAMFETAMINA		(+)-2-amino 1-fenil propano
3. METAMFETAMINA		(+)-2-metilamino 1-fenil propano
4. METILFENIDATO		2-fenil 2-(2-piperidil) acetato di metile
5. FENCICLIDINA		1-(1-fenilcicloesil) piperidina
6. FENMETRAZINA		3-metil 2-fenil morfolina

ELENCO DELLE SOSTANZE ISCRITTE NELLA TABELLA III

DCI	*Altre denominazioni comuni o usuali*	*Denominazione chimica*
1. AMOBARBITALE		acido 5-etil 5-(3-metil butil) barbiturico
2. CICLOBARBITALE		acido 5-(1-cicloesene 1-il) 5-etil barbiturico
3. GLUTETIMIDE		2-etil 2-fenil glutanimide
4. PENTOBARBITALE		acido 5-etil 5-(1-metil butil) barbiturico
5. SECOBARBITALE		acido 5-allil 5-(1-metil butil) barbiturico

ELENCO DELLE SOSTANZE ISCRITTE NELLA TABELLA IV

	DCI	*Altre denominazioni comuni o usuali*	*Denominazione chimica*
1.	AMFEPRAMONE		2-dietilamino 1-fenil propione
2.	BARBITALE		acido 5, 5-dietil barbiturico
3.		etclorvinolo	2-etilclorovinil-etinilcarbinolo
4.	ETINAMATO		carbamato di 1-etinilcicloesile
5.	MEPROBAMATO		dicarbamato di 2-metil 2-propil 1, 3-propandiolo
6.	METAQUALONE		2-metil 3-o-tolil 4 3H-chinazolinone
7.	METILFENOBARBITALE		acido 5-etil 1-metil 5-fenil barbiturico
8.	METIPRILONE		3, 3-dietil 5-metil 2, 4 piperidindione
9.	FENOBARBITALE		acido 5-etil 5-fenil barbiturico
10.	PIPRADOLO		1, 1-difenil 1-(2-piperidil) metanolo
11.		SPA	(—)-1-dimetilamino 1, 2 difenil etano

LEGGE 25 maggio 1981, n. **386**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla dispensa dalla legalizzazione per taluni atti e documenti, firmata ad Atene il 15 settembre 1977.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla dispensa dalla legalizzazione per taluni atti e documenti, firmata ad Atene il 15 settembre 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 7 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 maggio 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — DARIDA — ROGNONI

CONVENTION PORTANT DISPENSE DE LÉGALISATION POUR CERTAINS ACTES ET DOCUMENTS

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de dispenser entre les Etats parties à cette Convention certains actes ou documents de la légalisation ou de toute formalité équivalente, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premièr

La légalisation, au sens de la présente Convention, ne recouvre que la formalité destinée à attester la véracité de la signature apposée sur un acte ou document, la qualité en laquelle le signataire de l'acte ou du document a agi et, le cas echéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte ou document est revêtu.

Article 2.

Chaque Etat contractant accepte sans légalisation ou formalité équivalente, à condition qu'ils soient datés et revêtus de la signature et, le cas échéant, du sceau ou timbre de l'autorité d'un autre Etat contractant qui les a délivrés:

1. Les actes et documents se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile ou à leur résidence, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés.
2. Tous autres actes et documents lorsq'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte de l'état civil.

Article 3.

Lorsq'un acte ou document visé à l'article 2 n'a pas été transmis par la voie diplomatique ou une autre voie officielle, l'autorité à laquelle il est présenté peut, en cas de doute grave, portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire, le faire vérifier par l'autorité qui l'a délivré.

Article 4.

La demande de vérification peut être faite au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Cette formule est envoyee, en double exemplaire directement à l'autorité qui a délivré l'acte ou le document à vérifier, et est accompagnée de celui-ci.

Article 5.

Chaque vérification est opérée gratuitement et la réponse est renvoyée avec l'acte ou le document le plus rapidement possible soit directement soit par la voie diplomatique.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 7.

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du trosième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

A l'égard de l'Etat signataire qui l'aura ratifiée, acceptée ou approuvée après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 8.

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil n'ayant pas signé la présente Convention et tout Etat membre du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. La Convention prendra effet, pour l'Etat adhérant, le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt de l'instrument d'adhésion.

Article 9.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 10.

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la reception de la notification.

Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 11.

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la da-

te de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 12.

Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe I.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Athènes le 15 septembre 1977 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Gisbert POENSGEN
Murad FERID

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:
HARFORD

Pour le Royaume d'Espagne:

Diego ESPIN CANOVAS

Pour la République Française:
Guy DELTEL

Pour la République Hellénique:

Georges KOUMANTOS

Pour la République Italienne:

Luigi VALDETTARO DELLA ROCCHETTA

Pour le Grand-Duché du Luxembourg:

Henri DELVAUX

Pour le Rovaume des Pays-Bas:

D.S. VAN HEUKELOM

Pour la République Portugaise:

Joao DE DEUS PINHEIRO FARINHA

Pour la Confédération Suisse:

Ernst GÖTZ

Pour la République Turque:

Necdet TEZEL

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

(1)

1 English — CIEC Convention for the dispensation from the requirement of legalisation of certain documents, signed in Athens on the 15th of September 1977.

2 Español — *Convenio CIEC sobre dispensa de legalización de ciertos documentos, firmado en Atenas el 15 de Septiembre de 1977.*

3 'Ελληνικά. — Σύμβαση τῆς Διεθνοῦς 'Επιτροπῆς Προσωπικῆς Καταστάσεως πού ἀπαλλάσσει ἀπὸ τὴν ἐπικύρωση ὁρισμένες πράξεις καὶ ἔγγραφα καὶ ποὺ ἔχει ὑπογραφεῖ στὴν 'Αθήνα στὶς 15 Σεπτεμβρίου 1977.

4 Neederlands — Verdrag CIEC inzake vrijstelling van legalisatie van bepaalde akten en dokumenten, getekend te Athene, 15 september 1977.

5 Português — Convenção CIEC sobre a dispensa de legalização de certos documentos, assinada em Atenas, em 15 de Setembro de 1977.

6 Türkiye — CİEC (Uluslararası Medeni Hal Komisyonu) nun bazı belgelerin onaydan muaf tutulmasına dair 15 Eylül 1977 'de Atina 'da imzalanan Anlaşması.

(2)

1 Verification of document in respect of
2 Comprobación del documento relativo a
3 'Εξακρίβωση ἐγγράφου πού ἀφορᾶ
4 Verficatie van het dokument betreffende
5 Verificação do documento respeitante a
6 İlgili belgelerin İncelenmesi

(3)

1 (Name and Forename)
2 (Apellidos y nombres propios)
3 ('Επώνυμο καί ὀνόματα)
4 (Familienaam en voornamen)
5 (Apelido e nome)
6 (Soyadı ve Adı)

(4)

1 Applying Authority
2 Autoridad requirente
3 'Αρχή πού τή ζητάει
4 Verzoekende autoriteit
5 Autoridade requerente
6 Müracaat eden Makam

(5)

1 Authority to whom application is made
2 Autoridad requerida
3 'Αρχή ὅπου ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση
4 Aangezochte autoriteit
5 Autoridade requerida
6 Müracaat edilen Makam

(6)

1 (Denomination and address)
2 (Denominación y dirección)
3 ('Ονομασία καί διεύθυνση)
4 (Aanduiding en adres)
5 (Denominação e endereço)
6 (Ünvan ve Adres)

(7)

1 Is the signature authentic?
2 ¿Es auténtica la firma?
3 Εἶναι γνήσια ἡ ὑπογραφή;
4 Is de handtekening echt?
5 A assinatura é autêntica?
6 İmza doğrumudur?

(8)

1 Was the signatory authorised to sign?
2 ¿Tenia competencia el firmante?
3 'Ο ὑπογράφων εἶχε δικαίωμα ὑπογραφῆς;
4 Was de ondertekenaar bevoegd?
5 O signatário era competente?
6 Imza sahibi imza yetkişine sahip midir?

(9)

1 Is the seal or stamp authentic?
2 ¿Es auténtico el sello?
3 Εἶναι αὐθεντική ἡ σφραγίδα;
4 Is het stempel of het zegel echt?
5 O selo ou carimbo é autêntico?
6 Mühür veya Damga doğrumudur?

(10)

1 YES
2 SI
3 ΝΑΙ
4 JA
5 SIM
6 EVET

(11)

1 NO
2 NO
3 ΟΧΙ
4 NEEN
5 NÃO
6 HAYIR

(12)

1 Remarks or observations
2 Observaciones
3 Παρατηρήσεις
4 Opmerkingen
5 Observações
6 Düşünceler

(13)

1 Date, signature, official seal or stamp
2 Fecha, firma, sello
3 'Ημερομηνία, ὑπογραφή, σφραγίδα
4 Datum, handtekening, stempel of zegel
5 Data, assinatura, selo ou carimbo
6 Tarih, imza, mühür veya Damga

(14)

1 Mark appropriate box
2 Señalar con una cruz la casilla apropiada
3 Νά βάλετε ἕνα σημάδι στό κατάλληλο τετράγωνο
4 Het betreffende vakje aankruisen
5 Assinalar o espaço apropriado
6 İlgili Kareye çarpı (×) koyunuz

(15)

1 The verification has to be carried out free of charge and as expeditiously as possible. The Authority to whom application is made should return the attached document together with this form to the applying Authority as soon as possible, either direct or through diplomatic channels.

2 La comprobación debe hacerse *gratuitamente y lo más rápidamente posible; la autoridad requerida devolverá* el documento adjunto y el presente modelo a la autoridad requirente, directamente o por la via diplomática.

3 'Η ἐξακρίβωση πρέπει νά γίνεται δωρεάν κι ὅσο τό δυνατόν πιό γρήγορα· ἡ 'Αρχή ὅπου ἀπευθύνεται ἡ αἴτηση θά ἐπιστρέψει τό συνημμένο ἔγγραφο καθὼς και τό ἔντυπο αὐτό στήν 'Αρχή πού ζητάει τήν ἐξακρίβωση ἤ ἀπ' εὐθείας ἤ μέ τή διπλωματική ὁδό

4 De verificatie dient kosteloos en zo snel mogelijk te geschieden; de aangezochte autoriteit dient bijgaand dokument en het formulier aan de verzoekende autoriteit rechtstreeks of langs diplomatieke weg terug te zenden.

5 A verificação deve ser feita gratuitamente e o mais rapidamente possivel, a autoridade requerida devolverá o documento anexo e a presente fórmula à autoridade requerente, directamente ou por via diplomática.

6 İnceleme parasız ve mümkün olduğu kadar çabuk yapılacak; Müracaat edilen makam inceleme yapılması istenilen belgeyi ve bu formuleri dogrudan veya diplomatik yolla inceleme için müracaat eden makama geri gönderecektir

(1) Übereinkommen über die Befreiung bestimmter Urkunden von der Beglaubigung/ Legalisation, unterzeichnet in Athen am 15. September 1977.
Convention portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, signée à Athènes le 15 septembre 1977.
Convezione sulla dispensa della legalizzazione per alcuni atti e documenti, firmata a Atene il 15 settembre 1977.

(2) Überprüfung der Urkunde betreffend
Vérification du document concernant
Verifica del documento concernente

(3) Familienname und Vornamen
Nom et prénoms
Cognome e nome

(4) Ersuchende Behörde
Autorité requérente
Autorità richiedente

(6) Bezeichnung und Anschrift
Dénomination et adresse
Denominazione e indirizzo

(5) Ersuchte Behörde
Autorité requise
Autorità richiesta

(6) Bezeichnung und Anschrift
Dénomination et adresse
Denominazione e indirizzo

(7) Ist die Unterschrift echt?
La signature est-elle vraie?
La firma è autentica? ☐*

(10) JA / **OUI** / SÌ ☐* (11) NEIN / **NON** / NO ☐*

(8) War der Unterzeichner zu der Unterschrift berechtigt?
Le signataire avait-il qualité?
Il firmatario aveva la qualifica? ☐*

(10) JA / **OUI** / SÌ ☐* (11) NEIN / **NON** / NO ☐*

(9) Ist das Siegel oder der Stempel echt?
Le sceau ou le timbre est-il authentique?
Il sigillo o il timbro è autentico? ☐*

(10) JA / **OUI** / SÌ ☐* (11) NEIN / **NON** / NO ☐*

(12) Bemerkungen
Observations
Osservazioni

(13) Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel
Date, signature, sceau ou timbre
Data, firma, sigillo o timbro

(13) Datum, Unterschrift, Siegel oder Stempel
Date, signature, sceau ou timbre
Data, firma, sigillo o timbro

(14) * Zutreffendes Feld ankreuzen
Cocher la case appropriée
Segnare con una croce la casella relativa

(15) Die Überprüfung hat kostenfrei und so schnell wie möglich zu geschehen, die ersuchte Behörde hat die beigefügte Urkunde und dieses Formblatt/Formular an die ersuchende Behörde unmittelbar oder auf diplomatischem Weg zurückzusenden.
La vérification doit être faite gratuitement et le plus rapidement possible; l'autorité requise renverra le document ci-joint et la présente formule à l'autorité requérante, directement ou par la voie diplomatique.
La verifica deve essere eseguita gratuitamente e nel più breve tempo possibile, l'autorità richiesta restuirà il documento allegato e il presente formulario all'autorità richiedente, direttamente o per via diplomatica.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese.

CONVENZIONE SULLA DISPENSA DALLA LEGALIZZAZIONE PER TALUNI ATTI E DOCUMENTI

Gli Stati firmatari della presente convenzione, membri della Commissione internazionale dello stato civile, desiderosi di dispensare dalla legalizzazione, o da qualunque formalità equivalente, alcuni atti o documenti, fra gli Stati parti alla presente convenzione, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1.

Per legalizzazione, ai sensi della presente convenzione, si intende esclusivamente la formalità che attesta l'autenticità della firma apposta su un atto o documento, la qualificazione del firmatario dell'atto o documento, e, se del caso, l'identità del sigillo o del timbro apposto su tale atto o documento.

Articolo 2.

Ciascuno Stato contraente accetta senza legalizzazione o formalità equivalente, a condizione che siano datati e muniti di firma e, se del caso, del sigillo o del timbro dell'autorità dell'altro Stato contraente che li ha rilasciati:

1. gli atti e documenti riguardanti lo stato civile, la capacità o la situazione familiare delle persone fisiche, la loro nazionalità, il loro domicilio o la loro residenza, qualunque sia l'uso al quale sono destinati.
2. tutti gli altri atti e documenti che vengono prodotti per la celebrazione di un matrimonio o per la formazione di un atto di stato civile.

Articolo 3.

Qualora un atto o documento, di cui all'articolo 2, non sia stato trasmesso per via diplomatica o per altra via ufficiale, l'autorità alla quale è stato presentato potrà, in caso di grave dubbio, riguardante l'autenticità della firma, o l'identità del sigillo o del timbro o la qualificazione del firmatario, farlo controllare dall'autorità che lo ha rilasciato.

Articolo 4.

La richiesta di accertamento può essere fatta mediante un modulo plurilingue, il cui modello è allegato alla presente Convenzione. Questo modulo redatto in doppia copia, è trasmesso, direttamente all'autorità che ha rilasciato l'atto o il documento da controllare, ed è accompagnato da quest'ultimo.

Articolo 5.

Ogni accertamento viene effettuato gratuitamente e la risposta è trasmessa il più rapidamente possibile, direttamente o per via diplomatica, insieme all'atto o documento.

Articolo 6.

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione verranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 7.

La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito del secondo strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

Nei confronti dello Stato firmatario che l'avrà ratificata, accettata o approvata dopo l'entrata in vigore, la Convenzione avrà effetto il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito, da parte di detto Stato, dello strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

Articolo 8.

Ogni Stato membro della Commissione internazionale dello stato civile che non abbia firmato la presente Convenzione ed ogni Stato membro del Consiglio d'Europa potrà aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero. La convenzione entrerà in vigore per lo Stato aderente, il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito dello strumento di adesione.

Articolo 9.

Non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

Articolo 10.

Ogni Stato, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione o successivamente in qualunque altro momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estenderà all'insieme dei territori, o ad uno o più di essi, di cui assicura le relazioni sul piano internazionale.

Tale dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione avra effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato o, successivamente, il primo giorno del terzo mese successivo a quello della ricezione della notifica.

Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante notifica inviata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà d'essere applicabile al territorio designato il primo giorno del terzo mese successivo a quello della ricezione di detta notifica.

Articolo 11.

La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

Ogni Stato parte alla presente Convenzione avrà tuttavia la facoltà di denunciarla in qualunque momento, allo scadere del termine di un anno dalla data dell'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero ed avrà effetto il primo giorno del sesto mese successivo a quello della ricezione di detta notifica. La Convenzione resterà in vigore tra gli altri Stati.

Articolo 12.

Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione internazionale dello stato civile e a tutti gli altri Stati che hanno aderito alla presente Convenzione:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

b) le date di entrata in vigore della Convenzione;

c) ogni dichiarazione riguardante l'estensione territoriale della Convenzione o il suo ritiro, con la data alla quale detta dichiarazione avrà effetto;

d) ogni denuncia della Convenzione e la data alla quale detta denuncia avrà effetto.

Il Consiglio Federale Svizzero informerà il Segretario Generale della Commissione internazionale dello stato civile di ogni notifica presentata in applicazione del paragrafo 1.

Al momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme verrà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione, in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO ad Atene il 15 settembre 1977 in un unico esemplare, in lingua francese, che verrà depositato presso gli archivi del Consiglio Federale Svizzero e di cui una copia certificata conforme verrà trasmessa, per via diplomatica, a ciascuno Stato membro della Commissione Internazionale dello stato civile ed agli Stati aderenti. Una copia certificata conforme verrà inoltre trasmessa al Segretario Generale della Commissione Internazionale dello stato civile.

(Seguono le firme ed il modello di modulo plurilingue).

LEGGE 25 maggio 1981, n. **387.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Roma il 7 maggio 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Roma il 7 maggio 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 29 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 maggio 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — REVIGLIO — FORMICA — COMPAGNA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF ITALY AND THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT, FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ITALY

and

THE GOVERNMENT OF THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT

Desiring to conclude a Convention to avoid double taxation with respect to taxes on income and to prevent fiscal evasion
Have agreed upon the following measures:

CHAPTER I

SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

Personal scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on behalf of each Contracting State or of its political or administrative sub-divisions, or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital gains.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are, in particular:

a) in the case of the Arab Republic of Egypt:

1) tax on income derived from immovable property (including the land tax, the building tax and the ghaffir tax);

2) tax on income from movable capital;

3) tax on commercial and industrial profits;

4) tax on wages, salaries, indemnities and pensions;

5) tax on profits from liberal professions and all other non-commercial professions;

6) general income tax;

7) defence tax;

8) national security tax;

9) jehad tax;

10) supplementary taxes imposed as a percentage of taxes mentioned above (including municipal taxes).

(Hereinafter referred to as "Egyptian tax");

b) in the case of Italy:

1) the personal income tax (l'imposta sul reddito delle persone fisiche);

2) the corporate income tax (l'imposta sul reddito delle persone giuridiche);

3) the local income tax (l'imposta locale sui redditi); even if they are collected by withholding taxes at the source.

(Hereinafter referred to as "Italian tax").

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting State shall notify to each other any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

CHAPTER II

DEFINITIONS

Article 3

General definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

a) the term "Egypt" means the Arab Republic of Egypt;

b) the term "Italy" means the Italian Republic;

c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Egypt or Italy as the context requires;

d) the term "person" comprises an individual, a company and any other body of persons;

e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State " mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

g) the term "nationals" means:

1) all individuals possessing the nationality of a Contracting State;

2) all legal persons, partnerships and associations deriving their status as such from the law in force in a Contracting State;

h) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

i) the term "competent authority" means:

1) in the case of Egypt, the Minister of Finance or his authorized representative;

2) in the case of Italy, the Ministry of Finance.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State relating to the taxes which are the subject of the Convention.

Article 4

Fiscal domicile

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the law of that State, is liable to taxation therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. But this term does not include any person who is liable to tax in that Contracting State in respect only of income from sources situated in that State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

a) he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has a permanent home available to him. If he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State with which his personal and economic relations are closest (centre of vital interests);

b) if the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which he has an habitual abode;

c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;

d) if he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the Contracting State in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business in which the business of the enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" shall include especially:

a) a place of management;
b) a branch;
c) an office;
d) a factory;
e) a workshop;
f) a mine, quarry or other place of extraction of natural resources;
g) a building site or construction or assembly project which exists for more than six months.

3. The term "permanent establishment" shall not be deemed to include:

a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprire solely for the purpose of processing by another enterprise;

d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;

e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific researchbor for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the enterprise.

4. A person acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State — other than an agent of an indipendent status to whom paragraph 5 applies — shall be deemed to be a permanent establishment in the first mentioned State if he has, and habitually exercises in that State, an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless his activities are limited to the purchase of goods or merchandise for the enterprise.

5. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an indipendent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute for either company a permanent establishment of the other.

CHAPTER III

TAXATION OF INCOME

Article 6

Income from immovable property

1. Income from immovable property including income from agriculture or foresty may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term "immovable property" shall be defined in accordance with the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall, in any case, include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply. The term shall also include usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to the income from immovable property used for the performance of professional services.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3 where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles embodied in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place ef effective management of the enterprise in situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of wich the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits derived from the participation in a pool, a joint business or in an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

Where

a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,
and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between indipendent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprise, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in both Contracting States.

2. However, if dividends are paid by a company which is a resident of Egypt to a resident of Italy, such dividends shall be subject only to the tax on income derived from movable capital, the defence tax, the national security tax, Jehad tax and the supplementary taxes. If the dividends are paid to an individual, the general income tax levied on the total income may also be imposed at the rate not exceeding

20 per cent. Dividends paid shall be deducted from the amount of the distributing company's taxable income or profits subject to the tax chargeable in respect of its industrial and commercial profits if such dividends are distributed out of the taxable income or profits of the same taxable year and not distributed out of accumulated reserves or other assets.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case the dividends are taxable in that other Contracting State according to its own law.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, or subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the law of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest, the tax so charged shall not exceed 25 per cent of the amount of the interest. The competent authorities of the Contracting States shall, by mutual agreement, settle the mode of application of this limitation.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be exempt from tax in that State if:

a) the payer of the interest is the Government of that Contracting State or a local authority thereof; or

b) the interest is paid to the Government of the other Contracting State or local authority thereof or any agency or instrumentality (including a financial institution) wholly owned by that other Contracting State or local authority thereof; or

c) the interest is paid to any other agency or instrumentality (including a financial institution) in relation to loans made in application of an agreement concluded between the Governments of the Contracting States.

4. The term "interest" as used in this Article means income from Government securities, bonds or debentures, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in profits, and debt-claims of every kind as well as all other income assimilated to income from money lent by the taxation law of the State in which the income arises.

5. The previsions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the deibt-claims in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the interest is taxable in that other Contracting State according to its own law.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political or administrative subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on wich the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.

7. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the law of that State but, if the recipient is the beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the royalties.

The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this limitation.

3. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial, or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case, the royalties are taxable in that other Contracting State according to its own law.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political or administrative subdivision, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the contract under which the royalties are paid was concluded, and such royalties are borneby such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.

6. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient of between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall

remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

7. The provisions of this Article shall not apply to dividends of founder's shares issued as consideration for the rights mentioned in paragraph 3 of this Article, in such an event the provisions of Article 10 of this Convention, concerning the dividends paid, shall apply.

Article 13

Capital gains

1. Gains from the alienation of immovable property, as defined in paragraph 2 of Article 6, may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing professional services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base, may be taxed in the other State. However, gains from the alienation of ships and aircraft operated in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. Gains from the alienation of any property other than those mentioned in paragraphs 1 and 2, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident. However gains from the alienation of shares of a Company which is resident of one of the Contracting States may be taxed in that State.

Article 14

Indipendent personal services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other indipendent activities of a similar character may be taxed in that State. Such income may also be taxed in the other Contracting State if such services are performed in that other State and if:

a) he has a fixed base regularly available to him in that other State for the purpose of performing his activities, but only so much of the income as is attributable to that fixed base; or

b) he is present in that other State for a period or periods exceeding in the aggregate 90 days in the fiscal year concerned.

2. The term "professional services" includes, especially, indipendent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the indipendent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived there from may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned, and

b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft in international traffic, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16

Directors' fees

Directors' fees and similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17

Artists and athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by entertainers, such as theatre, motion picture, radio or television artists, and musicians, and by athletes, from their personal

activities as such may be taxed in the Contracting State in which these activities are exercised.

2. Where income in respect of personal activities as such an entertainer or athlete accrues not to that entertainer or athlete himself but to another person that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

Article 18

Pensions

Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 19

Government service

1. *a)* Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political or an administrative subdivision or a local authority thereof to any individual in respect of services rendered to that State or subdivision or local authority thereof shall be taxable only in that State.

b) However, such remuneration may be taxed in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the recipient is a resident of that other Contracting State who:

i) is a national of that State; or

ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of performing the services.

2. *a)* Any pension paid by, or out of founds created by, a Contracting State or a political or an administrative subdivision or a local authority thereof to any individual in respect of services rendered to that State or subdivision or local authority thereof shall be taxable only in that State.

b) However, such pension may be taxed in the other Contracting State if the recipient is a national of and a resident of that State.

3. The provisions of Articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with any business carried on by a Contracting State or a political or an administrative subdivision or a local authority thereof.

Article 20

Professors and teachers

A professor or teacher who makes a temporary visit to a Contracting State for a period not exceeding two years for the purpose of teaching or conducting research at a university, college, school or other educational institution, and who is, or immediately before such visit was, a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in the first-mentioned Contracting State in respect of remuneration for such teaching or research.

Article 21

Students and business apprentices

Payments which a student or business apprentice who is or was formerly a resident of a Contracting State and who is present in the other Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall be exempt from tax in that other Contracting State, provided that such payments are made to him from outside that other Contracting State.

Article 22

Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention except management fees shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the recipient of the income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State professional services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such a case the itemes of income are taxable in that other Contracting State according to its own law.

3. For the purposes of this Article the term "management fees" means payments of any kind to any person, other than to an employee of the person making the payments, for, or in respect of, the provision of industrial or commercial advice, or management or technical services, or similar services or facilities, or hire of plant or equipment, but it does not include payments for independent personal services mentioned in Article 14.

CHAPTER IV

METHOD FOR ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

Article 23

1. It is agreed that double taxation shall be avoided in accordance with the following paragraphs of this article.

2. If a resident of Italy owns items of income which are taxable in the Arab Republic of Egypt, Italy in determining its income taxes specified in article 2 of this Convention, may include in the basis upon which such taxes are imposed the said items of income unless specific provisions of this Convention otherwise provide.

In such a case, Italy shall deduct from the taxes so calculated the Egyptian tax on income, but in an amount not exceeding that proportion of the aforesaid Italian tax which such items of income bear to the entire income.

On the contrary no deduction will be granted if the item of income is subjected in Italy to a final withholding tax by request of the recipient of te said income in accordance with the Italian law.

3. Where a resident of Egypt derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Italy, Egypt shall allow as a deduction from the tax on the income of that person an amount equal to the tax paid in Italy, such deduction shall not however exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is appropriate to the income derived from Italy.

4. For the purposes of paragraphs 2 and 3 of this article, where tax on business profits, dividends and interest arising in a Contracting State is exempted or reduced for a limited period in accordance with the laws of that State, such tax which has been exempted or reduced shall be deemed to have been paid at an amount not exceeding 25 per cent.

Article 24

Non-discrimination

1. The nationals of a Contracting State, whether or not they are residents of one of the Contracting States, shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same condition as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of that first-mentioned State are or may be subjected.

5. In this Article the term "taxation" means taxes of every kind and description.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a resident of a Contracting State considers that the actions of one or both the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with this Convention, he may, notwithstanding the remedies provided by the national laws of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the Contracting States of which he is a national. This case must be presented within three years from the first notification of the action giving rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the national laws of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubuts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also

consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a Commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for the carrying out of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention, as well as to prevent fiscal evasion. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect, of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or autorities shall use the information only for such purposes. These persons or authorities may disclose the information in court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on one of the Contracting States the obligation:

a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

b) to supply particulars which are not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

Article 27

Diplomatic and consular officials

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic or consular officials under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28

Refunds

1. Taxes withheld at the source in a Contracting State will be refunded by request of the tax-payer or of the State of which he is a resident if the right to collect the said taxes is affected by the provisions of this Convention.

2. Claims for refund, that shall be produced within the time limit fixed by the law of the Contracting State which is obliged to carry out the refund, shall be accompanied by an official certificate of the Contracting State of which the tax-payer is a resident certifying the existence of the conditions required for being entitled to the application of the allowances provided for by this Convention.

3. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this article, in accordance with the provisions of the article 25 of this Convention.

CHAPTER V

FINAL PROVISIONS

Article 29

Entry into force

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

2. The Convention shall enter into force on the date of the exchange of instruments of ratification and its provisions shall be effective in respect of income assessable for the taxable periods commencing on or after the first January of the year next following the date of the exchange of instruments of ratification.

3. The existing Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income signed at Cairo on March 26th, 1966 shall cease to have effect upon the entry into force of this Convention.

Article 30

Termination

This Convention shall remain in force until terminated by one of the Contracting States. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, not earlier than five years after its entry into force by giving notice of termination at least six

months before the end of the calendar year. In such event, the Convention shall cease to be effective in respect of income assessable for any taxable period commencing on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the notice of termination is given.

In witness thereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Convention.

Done in duplicate at Rome the 7th day of May 1979 in the English language.

For the Government of the Republic of Italy
Mario MONDELLO

For the Government of the Arab Republic of Egypt
Mahmoud SAMIR AHMED

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

ADDITIONAL PROTOCOL

tho the Convention between the Republic of Italy and the Arab Republic of Egypt for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and the prevention of fiscal evasion.

At the signing of the Convention concluded today between the Republic of Italy and the Arab Republic of Egypt for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and the prevention of fiscal evasion, the undersigned have agreed upon the following additional provisions wich shall form an integral part of the said Convention.

It is understood:

a) that with reference to article 5, if an enterprise of a Contracting State, through a permanent exhibition in the other Contracting State, normally seels goods or merchandise, then it shall be deemed to have a permanent establishment in that other State;

b) that, with reference to article 7, paragraph 3, the expression " expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment " means the expenses directly connected with the activity of the permanent establishment;

c) that, with reference to article 24, nothing in this article shall be construed as:

1. Obliging the Arab Republic of Egypt to grant to Italian insurance or re-insurance companies the exemption from tax on dividends, interests, arrears and all other profits derived from movable foreign securities which Arab Republic of Egypt insurance and re-insurance companies are compelled by local laws to deposit, and maintain in deposit, abroad in the form of guarantees, actuarial reserves and all other reserves to cover matured claims and current risks (conferred in the Arab Republic of Egypt by Article of Law No. 14 of 1939).

2. Affecting the application in the Arab Republic of Egypt of the exemption from tax on income derived from movable property granted to Arab Republic of Egypt companies which participate in the share capital of other companies and according to the conditions mentioned in the Arab Republic of Egypt by Article 6 of Law No. 14 of 1939.

3. Affecting the provisions of the Arab Republic of Egypt law which considers the foreign companies therein, whose activities extend to countries other than Arab Republic of Egypt, to have distributed in the Arab Republic of Egypt an amount equivalent to the total profits subject to tax on commercial or industrial profits.

4. Affecting the provisions of the Arab Republic of Egypt law wich considers as Arab Republic of Egypt companies, any foreign companies whose activities lie solely or mainly in the Arab Republic of Egypt;

d) that, with reference to paragraph 1 of Article 25, the expression " notwithstanding the remedies provided by the national laws " means that the mutual agreement procedure is not alternative with the natio-

nale contentious proceeding wich shall be, in any case, preventively initiated, when claim is related with an assessment of the taxes not in accordance with this Convention;

e) the provision of paragraph 3 of article 28 shall not prevent the competent authorities of the Contracting States from the carrying out, by mutual agreement, of other practices for the allowance of the reductions for taxation purposes provided for in this Convention.

Done in duplicate at Rome the 7th day of May 1979 in the English language.

For the Government of the Republic of Italy
Mario MONDELLO

For the Government of the Arab Republic of Egypt
Mahmoud SAMIR AHMED

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA ARABA D'EGITTO PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI E PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

e

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ARABA D'EGITTO

Desiderosi di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali,

hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I

CAMPO DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

Articolo 1

Soggetti

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati Contraenti.

Articolo 2

Imposte considerate

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito prelevate per conto di ciascuno degli Stati Contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative, o dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di percezione.

2. Sono considerate imposte sul reddito tutte le imposte prelevate sul reddito complessivo o su elementi del reddito, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo degli stipendi o dei salari corrisposti dalle imprese, nonchè le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte cui si applica la presente Convenzione sono in particolare:

a) per quanto concerne la Repubblica araba d'Egitto:

1) l'imposta sul reddito derivante da beni immobili [inclusa l'imposta sui terreni, sui fabbricati e l'imposta di sorveglianza (ghaffir)];
2) l'imposta sul reddito da beni mobili;
3) l'imposta sugli utili commerciali e industriali;
4) l'imposta sugli stipendi, sui salari, sulle indennità e sulle pensioni;
5) l'imposta sugli utili derivanti da professioni liberali e da tutte le altre professioni non commerciali;
6) l'imposta generale sul reddito;
7) l'imposta per la difesa;
8) l'imposta per la sicurezza nazionale;
9) l'imposta Jehad (per la lotta sacra);
10) le imposte supplementari prelevate come percentuali dalle imposte summenzionate (incluse le tasse comunali).

(Qui di seguito indicate quali « imposta egiziana »);

b) per quanto concerne l'Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;
2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;
3) l'imposta locale sui redditi ancorchè riscossa mediante ritenuta alla fonte.

(Qui di seguito indicate quali « imposta italiana »).

4. La presente Convenzione si applicherà anche alle imposte di natura identica o sostanzialmente analoga che verranno istituite dopo la data della firma della presente Convenzione, in aggiunta o in sostituzione delle imposte attuali. Le Autorità competenti degli Stati Contraenti si comunicheranno le modifiche importanti apportate alle rispettive legislazioni fiscali.

Capitolo II

DEFINIZIONI

Articolo 3

Definizioni di carattere generale

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine « Egitto » designa la Repubblica araba d'Egitto;

b) il termine « Italia » designa la Repubblica italiana;

c) le espressioni « uno Stato Contraente » e « l'altro Stato Contraente » designano, come il contesto richiede, l'Egitto oppure l'Italia;

d) il termine « persona » comprende una persona fisica, una società e ogni altra associazione di persone;

e) il termine « società » indica qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che sia considerato persona giuridica ai fini fiscali;

f) le espressioni « impresa di uno Stato Contraente » e « impresa dell'altro Stato Contraente » designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato Contraente ed un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato Contraente;

g) il termine « cittadini » indica:

1) tutte le persone fisiche in possesso della nazionalità di uno Stato Contraente;

2) tutte le persone giuridiche, le società e associazioni il cui *status* derivi dalle leggi vigenti in uno Stato Contraente;

h) il termine « traffico internazionale » indica qualsiasi trasporto per nave o aeromobile effettuato da parte di una impresa che abbia la sua sede di effettiva direzione in uno Stato Contraente, eccetto quando la nave o l'aeromobile operi esclusivamente tra punti situati nell'altro Stato Contraente;

i) l'espressione « autorità competente » designa:

1) per quanto concerne l'Egitto, il Ministro delle finanze o il suo rappresentante autorizzato;

2) per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle finanze.

2. Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione da parte di uno Stato Contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato Contraente relativa alle imposte oggetto della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4

Domicilio fiscale

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « residente di uno Stato Contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è ivi assoggettata ad imposta a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Questo termine non include, tuttavia, ogni persona che sia soggetta ad imposta in detto Stato Contraente, solo a motivo di reddito derivante da fonti situate in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è residente di entrambi gli Stati Contraenti, il suo *status* viene determinato come segue:

a) detta persona è considerata residente dello Stato Contraente nel quale ha un'abitazione permanente. Se essa dispone di una abitazione

permanente in entrambi gli Stati Contraenti, è considerata residente dello Stato Contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato Contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha un'abitazione permanente in alcuno degli Stati Contraenti, essa è considerata residente dello Stato Contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati Contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato Contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati Contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati Contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati Contraenti, essa sarà considerata residente dello Stato Contraente in cui si trova la sede della sua effettiva direzione.

Articolo 5

Stabile organizzazione

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un'area fabbricabile o una costruzione o un complesso che esista da più di sei mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliare per l'impresa.

4. Una persona che agisce in uno Stato Contraente per conto di una impresa dell'altro Stato Contraente — diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 5 — è considerata « stabile organizzazione » nel primo Stato se essa ha ed abitualmente esercita in detto Stato il potere di concludere contratti a nome o per conto dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato Contraente abbia una stabile organizzazione nell'altro Stato Contraente per il solo fatto che essa eserciti in detto altro Stato la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato Contraente controlla una società residente dell'altro Stato Contraente o è da questa controllata, ovvero svolge attività in questo altro Stato (a mezzo di una stabile organizzazione o non) non costituisce, di per sè, motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

CAPITOLO III

IMPOSIZIONE DEI REDDITI

Articolo 6

Redditi immobiliari

1. I redditi derivanti da beni immobili, inclusi i redditi agricoli o forestali, sono imponibili nello Stato Contraente in cui detti beni sono situati.

2. L'espressione « beni immobili » è definita in conformità della legislazione dello Stato Contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardante la proprietà fondiaria. Il termine include, inoltre, l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre risorse naturali; le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione e da ogni altra utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti dai beni immobili di una impresa nonchè ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

Articolo 7

Utili delle imprese

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato Contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato Contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge attività come avanti detto, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato, ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. In conformità alle disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato Contraente svolge attività nell'altro Stato Contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato Contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione, sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stabile organizzazione — comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione — sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati Contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base ad una percentuale dell'entrata lorda dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 non impedisce a detto Stato Contraente di determinare gli utili imponibili secondo uno dei detti metodi; tuttavia, il metodo adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai princìpi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione a motivo del semplice acquisto di merci da detta stabile organizzazione effettuato per l'impresa.

6. Ai fini dei precedenti paragrafi, i profitti da attribuire alla stabile organizzazione vengono determinati secondo lo stesso metodo anno per anno, a meno che vi sia un valido e sufficiente motivo di fare diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate dalle disposizioni del presente articolo.

Articolo 8

Navigazione marittima ed aerea

1. Gli utili derivanti dall'esercizio della navigazione marittima o aerea in traffico internazionale sono tassabili soltanto nello Stato Contraente in cui è situata la sede dell'effettiva direzione di un'impresa.

2. Se la sede dell'effettiva direzione di un'impresa di navigazione marittima si trova a bordo di una nave, essa sarà considerata situata nello Stato Contraente in cui si trova il porto nazionale della nave, oppure, in mancanza di detto porto nazionale, nello Stato Contraente in cui risiede l'esercente della nave.

3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a *pools*, ad operazioni congiunte o ad agenzie che svolgano attività su scala internazionale.

Articolo 9

Imprese associate

Allorchè

a) un'impresa di uno Stato Contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato Contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato Contraente e di un'impresa dell'altro Stato Contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni, accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che, a causa di dette condizioni, non sono stati così realizzati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Articolo 10

Dividendi

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato Contraente ad un residente dell'altro Stato Contraente sono imponibili in ambedue gli Stati Contraenti.

2. Tuttavia, se i dividendi sono pagati da una società residente in Egitto ad un'altra residente in Italia, detti dividendi saranno soggetti solo all'imposta sul reddito derivante da beni mobili, alla tassa per la difesa, per la sicurezza nazionale, alla tassa Jehad e alle tasse supplementari. Se i dividendi sono pagati ad una persona fisica, l'imposta generale sul reddito prelevata sull'imposta complessiva può altresì essere applicata ad un tasso non superiore al 20 per cento. I dividendi pagati possono essere detratti dall'ammontare del reddito imponibile della società distributrice o dai profitti soggetti ad imposta relativi ai profitti industriali e commerciali, se detti dividendi sono distribuiti al di fuori di riserve accumulate o altre partite attive.

3. A fini del presente articolo, il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o buoni di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonchè i redditi di altre quote sociali assimilabili allo stesso regime fiscale dei redditi delle azioni, secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei dividendi, residente di uno Stato Contraente, opera nell'altro Stato Contraente, di cui la società che paga i dividendi è residente, mediante una stabile organizzazione ivi situata, oppure effettua una libera professione da una base stabile ivi situata cui si ricollega effettivamente la partecipazione generatrice dei dividendi. In tal caso i dividendi sono imponibili in detto altro Stato Contraente secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente in uno Stato Contraente ricava profitti o redditi dall'altro Stato Contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società eccetto il caso in cui detti dividendi siano pagati a persone residenti in detto altro Stato, o il caso in cui i titoli in relazione ai quali sono pagati i dividendi siano effettivamente collegati a una stabile organizzazione o ad una base stabile situata in detto altro Stato, nè può prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti dalla società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscono in tutto o in parte profitti o redditi provenienti da detto altro Stato.

Articolo 11

Interessi

1. Gli interessi provenienti da uno degli Stati Contraenti e pagati ad un residente dell'altro Stato Contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, detti interessi possono essere tassati nello Stato Contraente da cui provengono e secondo la legislazione di detto Stato, ma

l'imposta così applicata non deve eccedere il 25 per cento dell'ammontare degli interessi se il destinatario è il beneficiario dell'interesse. Le competenti autorità degli Stati Contraenti determineranno, di comune accordo, il modo di applicazione di tale limitazione.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno Stato Contraente sono esonerati da imposta in detto Stato se:

a) il debitore dell'interesse è il Governo di detto Stato Contraente o un suo ente locale, o

b) l'interesse è pagato al Governo dell'altro Stato Contraente o ad un suo ente locale o a qualsiasi agenzia o ufficio a ciò delegato (incluso un istituto finanziario) interamente di proprietà dell'altro Stato o di un suo ente locale, o

c) l'interesse è pagato a qualsiasi altra agenzia o rappresentanza (incluso un istituto finanziario) in relazione a prestiti fatti in applicazione di un accordo stipulato tra i Governi degli Stati Contraenti.

4. A fini del presente articolo il termine « interessi » designa i redditi di titoli del debito pubblico, di buoni ed obbligazioni garantiti o no da ipoteca e portanti o no un diritto di partecipazione agli utili, di crediti di qualsiasi natura, nonchè ogni altro provento assimilabile, in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono, ai redditi di somme date in prestito.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano quando il beneficiario degli interessi, residente di uno Stato Contraente, opera nell'altro Stato Contraente dal quale provengono gli interessi mediante una stabile organizzazione ivi situata, o svolge in detto altro Stato una libera professione da una base stabile ivi situata, cui si ricollega effettivamente il credito generatore degli interessi. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato Contraente secondo la propria legislazione.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato Contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione amministrativa o politica, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato Contraente, ha in uno Stato Contraente una stabile organizzazione per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato Contraente dove è situata la stabile organizzazione.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede l'ammontare che sarebbe convenuto tra debitore e creditore in assenza di dette relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei

pagamenti è soggetta a tassazione in conformità della legislazione di ciascuno Stato Contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 12

Canoni

1. I canoni provenienti da uno Stato Contraente e pagati ad un residente nell'altro Stato Contraente sono imponibili in detto altro Stato Contraente.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati nello Stato Contraente dal quale essi provengono e in conformità della legislazione di questo Stato Contraente, ma l'imposta così applicata non deve eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo dei canoni se il beneficiario è proprietario dei canoni.

Le competenti autorità degli Stati Contraenti determineranno di comune accordo il modo di applicazione di detta limitazione.

3. Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche comprese le pellicole cinematografiche, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, o per l'uso oppure per la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche, o per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano quando il beneficiario dei canoni, residente di uno Stato Contraente, opera nell'altro Stato Contraente, dal quale provengono i canoni, mediante una stabile organizzazione ivi situata, o svolge in detto altro Stato una libera professione da una base stabile ivi situata, cui si ricollegano effettivamente i diritti o i beni generatori dei canoni. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato Contraente secondo la propria legislazione.

5. I canoni si considerano provenienti da uno Stato Contraente quando il debitore è lo Stato Contraente stesso, una sua suddivisione amministrativa o politica, un suo ente locale o un residente di detto Stato Contraente. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno Stato Contraente, ha in uno Stato Contraente una stabile organizzazione cui si ricollegano effettivamente i diritti od i beni generatori dei canoni e tali canoni sono a carico della stabile organizzazione, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato Contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

6. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto dell'uso, diritto o informazione per i quali sono pagati, eccede l'ammontare che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di dette relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è soggetta a tassazione in conformità della legislazione di ciascuno Stato Contraente, tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

7. Le disposizioni del presente articolo non si applicano ai dividendi derivanti da quote di socio fondatore, emesse in relazione ai diritti di cui al paragrafo 3 del presente articolo; in tal caso si applicano le disposizioni dell'articolo 10 della presente Convenzione, relative ai dividendi versati.

Articolo 13

Utili di capitale

1. Gli utili provenienti dalla alienazione dei beni immobili definiti al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono tassabili nello Stato Contraente dove detti beni sono situati.

2. Gli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili facenti parte della proprietà aziendale di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato Contraente ha nell'altro Stato Contraente, o di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui il residente di uno Stato Contraente dispone nell'altro Stato Contraente per l'esercizio delle sue attività professionali, inclusi gli utili derivanti dall'alienazione di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono tassabili in quest'altro Stato. Tuttavia, gli utili derivanti dall'alienazione di navi e aeromobili utilizzati nel traffico internazionale e di beni mobili relativi all'utilizzazione di dette navi e aeromobili sono tassabili solo nello Stato Contraente in cui è situata la sede di effettiva direzione dell'impresa.

3. Gli utili derivanti dall'alienazione di beni diversi da quelli indicati nei paragrafi 1 e 2 sono tassabili soltanto nello Stato Contraente di cui l'alienante è residente. Tuttavia, gli utili derivanti dall'alienazione di azioni di una società residente di uno degli Stati Contraenti sono tassabili in detto Stato.

Articolo 14

Professioni indipendenti

1. Le remunerazioni che un residente di uno Stato Contraente percepisce per l'esercizio di una libera professione o di altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato.

Dette remunerazioni possono anche essere imponibili nell'altro Stato Contraente se tali attività sono svolte in detto altro Stato e se:

a) egli dispone di una base stabile in detto altro Stato allo scopo di effettuare le sue attività, ma solo nella misura della remunerazione che è attribuibile a detta base stabile; o

b) il beneficiario soggiorna in detto altro Stato per un periodo o periodi che oltrepassano in totale 90 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato.

2. L'espressione « libera professione » comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonchè le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

Articolo 15

Professioni dipendenti

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18 e 19, gli stipendi, i salari e le altre remunerazioni analoghe percepiti da un residente di uno Stato Contraente come corrispettivo di una attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato Contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in quest'altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato Contraente riceve in corrispettivo di una attività dipendente svolta nell'altro Stato Contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato, e

b) le remunerazioni sono pagate da o per conto di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato, e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le precedenti disposizioni del presente articolo, le remunerazioni relative ad attività dipendente svolta a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili nello Stato Contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

Articolo 16

Compensi a membri dei Consigli di amministrazione

La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato Contraente riceve in qualità

di membro del consiglio di amministrazione di una società residente dell'altro Stato Contraente sono imponibili in detto altro Stato.

Articolo 17

Artisti e sportivi

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che i professionisti dello spettacolo, quali gli artisti di teatro, del cinema, della radio o della televisione ed i musicisti, nonchè gli sportivi, ritraggono dalle loro prestazioni personali in tale qualità, sono imponibili nello Stato Contraente in cui dette attività sono svolte.

2. Qualora i redditi relativi a prestazioni personali di detti artisti o sportivi siano corrisposti non a questo artista o sportivo direttamente, ma ad un'altra persona, detta remunerazione è, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, imponibile nello Stato Contraente in cui le attività dell'artista o dello sportivo sono esercitate.

Articolo 18

Pensioni

Salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato Contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

Articolo 19

Funzioni pubbliche

1. *a*) Le remunerazioni diverse dalle pensioni pagate da uno Stato Contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale ad una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o suddivisione od ente locale sono imponibili solo in questo Stato.

b) Tuttavia, dette remunerazioni sono imponibili nell'altro Stato Contraente se i servizi vengono prestati in detto Stato o il beneficiario è un residente di detto altro Stato Contraente che:

i) sia un cittadino di detto Stato; oppure

ii) non sia divenuto residente di detto Stato esclusivamente allo scopo di effettuare i servizi.

2. *a*) Qualsiasi pensione pagata da, oppure al di fuori di fondi costituiti da, uno Stato Contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale ad una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o suddivisione o ente locale sarà imponibile solo in detto Stato.

b) Tuttavia, detta pensione è imponibile nell'altro Stato Contraente se il beneficiario è un cittadino e un residente di detto Stato.

3. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di attività commerciali esercitate da uno degli Stati Contraenti o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

Articolo 20

Professori e insegnanti

I professori e gli insegnanti i quali soggiornano temporaneamente, per un periodo non superiore a due anni, in uno Stato Contraente per insegnare o condurre ricerche presso una università, collegio, scuola od altro istituto d'istruzione, che sono, o erano immediatamente prima del soggiorno, residenti dell'altro Stato Contraente, sono esenti da imposta nel detto primo Stato Contraente relativamente alle remunerazioni ricevute per tale insegnamento o ricerca.

Articolo 21

Studenti ed apprendisti

Le remunerazioni che uno studente o apprendista che è o era precedentemente residente di uno Stato Contraente e che si trova nell'altro Stato Contraente esclusivamente al fine dell'istruzione o apprendistato riceve per il suo mantenimento, istruzione o apprendistato, sono esenti da tassa in detto altro Stato Contraente, purchè dette somme gli vengano corrisposte da fuori di detto altro Stato Contraente.

Articolo 22

Altri redditi

1. Elementi di reddito di un residente di uno Stato Contraente, di qualsiasi provenienza, non indicati ai precedenti articoli della presente Convenzione eccetto le spese di direzione, sono imponibili solo in detto Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano se il beneficiario del reddito, essendo residente di uno Stato Contraente, svolge attività commerciali nell'altro Stato Contraente, mediante una stabile organizzazione ivi situata, o svolge in detto altro Stato una libera professione da una base stabile ivi situata e il diritto o lo proprietà per cui percepisce il reddito è effettivamente collegato a detta stabile organizzazione o base stabile. In tal caso gli elementi dei redditi sono imponibili in detto altro Stato Contraente in base alla legislazione di esso.

3. Ai fini del presente articolo il termine « spese di funzionamento » indica pagamenti di qualsiasi natura a qualsiasi persona che non sia un dipendente di colui che effettua i pagamenti per, o in relazione a, fornitura di consulenza industriale o commerciale, o direzione o servizi tecnici, o analoghi servizi o attrezzature, o noleggio di impianti o equipaggiamento, ma non comprende pagamenti per servizi di persone che esercitino una libera professione, di cui all'articolo 14.

CAPITOLO IV

METODO PER ELIMINARE LA DOPPIA IMPOSIZIONE

Articolo 23

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà evitata in base ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono tassabili nella Repubblica araba d'Egitto, l'Italia nel calcolare le proprie imposte sul reddito, specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di dette imposte tutti gli elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così determinate l'imposta egiziana sul reddito, ma l'ammontare della detrazione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile a detti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito, in base alla legislazione italiana.

3. Qualora un residente dell'Egitto percepisca un reddito che, in conformità alle disposizioni della presente Convenzione, è imponibile in Italia, l'Egitto può dedurre dall'imposta sul reddito di detta persona un ammontare pari all'imposta pagata in Italia; tuttavia detta deduzione non deve eccedere la quota di imposta come calcolata prima di effettuare la deduzione, che è adeguata al reddito proveniente dall'Italia.

4. Ai fini dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, qualora le imposte su profitti commerciali, dividendi e interessi in uno Stato Contraente siano eliminate o ridotte per un periodo limitato in base alle leggi dello Stato, dette imposte che sono state eliminate o ridotte saranno considerate pagate per un ammontare che non superi il 25 per cento.

Articolo 24

Non discriminazione

1. I nazionali di uno Stato Contraente, siano o meno residenti di uno degli Stati Contraenti, non sono assoggettati nell'altro Stato Contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato Contraente ha nell'altro Stato Contraente non deve essere in quest'altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la stessa attività.

Detta disposizione non è intesa a vincolare uno Stato Contraente a garantire ai residenti dell'altro Stato Contraente deduzioni personali, sgravi o riduzioni fiscali che lo Stato accorda ai propri residenti in relazione al loro stato civile o situazione familiare.

3. Salva l'applicazione delle disposizoni dell'articolo 9, paragrafo 7 dell'articolo 11 o paragrafo 6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni e altre somme pagate da un'impresa di uno Stato Contraente ad un residente dell'altro Stato Contraente, ai fini di determinare gli utili imponibili di detta impresa, saranno deducibili alle stesse condizioni come se fossero stati pagati ad un residente dello Stato Contraente menzionato per primo.

4. Le imprese di uno Stato Contraente, il cui capitale è in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato Contraente, non debbono essere assoggettate nel primo Stato Contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stesa natura nel primo Stato.

5. Ai fini del presente articolo, il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere e denominazione.

Articolo 25

Procedura amichevole

1. Quando un residente di uno Stato Contraente ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati Contraenti comportano o comporteranno per lui una imposizone non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il caso all'Autorità competente dello Stato Contraente di cui è residente oppure, se il suo caso ricada sotto il paragrafo 1 dell'articolo 24, a quello Stato Contraente di cui è cittadino. Il reclamo deve essere presentato entro tre

anni dalla prima notifica della misura che ha dato luogo alla tassazione non conforme alla Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato Contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione. Qualsiasi accordo sarà applicato nonostante qualsiasi limitazione di tempo prevista dalle legislazioni nazionali degli Stati Contraenti.

3. Le autorità competenti degli Stati Contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti alla interpretazione o alla applicazione della Convenzione. Esse potranno altresì consultarsi al fine di eliminare la doppia imposizione nei casi non previsti dalla Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati Contraenti potranno comunicare direttamente fra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti. Qualora sembri opportuno uno scambio orale di opinioni al fine di raggiungere un accordo, tale scambio potrà aver luogo in seno ad una Commissione di rappresentanti delle competenti autorità degli Stati Contraenti.

Articolo 26

Scambio di informazioni

1. Le autorità competenti degli Stati Contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione o quelle delle leggi interne degli Stati Contranti relative alle imposte previste dalla Convenzione nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non sia in contrasto con la Convenzione, nonchè per prevenire l'evasione fiscale. Lo scambio di informazioni non è limitato dall'articolo 1. Qualsiasi informazione ricevuta da uno Stato Contraente sarà tenuta segreta così come qualsiasi informazione ottenuta in base alla legislazione interna di detto Stato e potrà essere comunicata solo alle persone o alle autorità (compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento, o dell'esazione, dell'applicazione o citazione in giudizio o decisione di ricorso per quanto concerne le tasse che sono oggetto della Convenzione. Dette persone o autorità utilizzeranno le informazioni solo a tali fini. Dette persone o autorità potranno comunicare le informazioni nei procedimenti giudiziari o nelle sentenze.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non potranno in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati Contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione od alla propria prassi amministrativa o a quella dell'altro Stato Contraente;

b) di fornire particolari che non potrebbero essere ottenuti in base alla propria legislazione o nel quadro della propria prassi amministrativa o di quella dell'altro Stato Contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare segreti commerciali, di affari, industriali, professionali o processi commerciali oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 27

Funzionari diplomatici e consolari

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i funzionari diplomatici consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

Articolo 28

Rimborsi

1. Le imposte trattenute alla fonte in uno Stato Contraente saranno rimborsate, su richiesta del contribuente o dello Stato di cui è residente, se il diritto di esazione delle imposte è previsto dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. I reclami per il rimborso, che devono essere presentati entro i termini previsti dalla legge dello Stato Contraente che è obbligato a procedere al rimborso, devono essere accompagnati da un certificato ufficiale dello Stato Contraente, di cui il contribuente è residente, comprovante l'esistenza delle condizioni richieste per aver diritto all'applicazione delle facilitazioni previste dalla presente Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati Contraenti in base a mutuo accordo regoleranno il modo di applicazione del presente articolo, in conformità con le disposizioni dell'articolo 25 della presente Convenzione.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 29

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati appena possibile.

2. La Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni avranno effetto con riferimento al reddito imponibile per i periodi contabili d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno successivo alla data dello scambio degli strumenti di ratifica.

3. La Convenzione per evitare la doppia imposizione e prevenire le evasioni fiscali relative alle imposte sul reddito, firmata al Cairo il 26 marzo 1966, cesserà di validità alla data di entrata in vigore della presente Convenzione.

Articolo 30

Cessazione di validità

La presente Convenzione rimarrà in vigore fino alla denuncia da parte di uno degli Stati Contraenti. Ciascuno Stato Contraente può denunciare la Convenzione, per via diplomatica, non prima che siano trascorsi 5 anni dalla sua entrata in vigore, notificandone la cessazione almeno sei mesi prima della fine dell'anno solare. In tal caso, la Convenzione cesserà di avere efficacia con riferimento ai redditi o agli utili imponibili relativi al periodo contabile d'imposta che inizia il, o successivamente al, 1° gennaio dell'anno solare immediatamente successivo a quello in cui la notifica è stata fatta.

In fede di ciò i sottoindicati, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta in duplice esemplare a Roma il 7 maggio 1979 in lingua inglese.

(Seguono le firme).

PROTOCOLLO AGGIUNTIVO ALLA CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA ARABA D'EGITTO PER EVITARE LA DOPPIA IMPOSIZIONE RELATIVAMENTE ALLE IMPOSTE SUL REDDITO E PER PREVENIRE L'EVASIONE FISCALE

All'atto della firma della Convenzione stipulata oggi tra la Repubblica italiana e la Repubblica araba d'Egitto per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, i sottoscritti hanno concordato le seguenti disposizioni addizionali che faranno parte integrante di detta Convenzione:

Resta inteso che:

a) con riferimento all'articolo 3, se un'impresa di uno Stato Contraente, mediante una esposizione permanente nell'altro Stato Contraente, vende beni o merci, sarà considerata come avente una stabile organizzazione in detto altro Stato;

b) con riferimento all'articolo 7, paragrafo 3, l'espressione « spese effettuate ai fini della stabile organizzazione » indicano le spese direttamente connesse con l'attività della stabile organizzazione;

c) con riferimento all'articolo 24, nulla in questo articolo deve essere interpretato nel senso che segue:

1) obblighi la Repubblica araba d'Egitto a concedere alle compagnie di assicurazione o riassicurazione italiane l'esenzione da imposte sui dividendi, interessi, arretrati e tutti gli altri profitti derivanti da titoli stranieri negoziabili che le compagnie di assicurazione e riassicurazione della Repubblica araba d'Egitto sono obbligate a depositare in base alle leggi locali, e mantenere in deposito, all'estero sotto forma di garanzie, riserve attuariali e ogni altra riserva per coprire i reclami naturali e i rischi correnti (riconosciuti nella Repubblica araba d'Egitto in base all'articolo 5 della legge n. 14 del 1939);

2) intacchi l'applicazione nella Repubblica araba d'Egitto dell'esenzione da imposte sul reddito derivante da beni mobili, concessa alle compagnie della Repubblica araba d'Egitto, che partecipano al capitale azionario di altre compagnie, e in conformità alle condizioni previste dall'articolo 6 della legge n. 14 del 1939 della Repubblica araba d'Egitto;

3) intacchi le disposizioni legislative della Repubblica araba d'Egitto che considera le compagnie straniere di cui sopra, le cui attività si estendono a paesi diversi dalla Repubblica araba d'Egitto, come aventi distribuito nella Repubblica araba d'Egitto un ammontare equivalente al totale dei profitti soggetti a tasse sui profitti commerciali o industriali;

4) intacchi le disposizioni legislative della Repubblica araba d'Egitto che considera come compagnie della Repubblica araba d'Egitto

ogni compagnia straniera le cui attività si svolgono esclusivamente o per lo più nella Repubblica araba d'Egitto;

d) che, con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 25, l'espressione « nonostante i ricorsi previsti dalle leggi nazionali » indica che la procedura di reciproco accordo non è alternativa alla procedura del contenzioso nazionale che dovrà, in ogni caso, essere preventivamente iniziata, quando il reclamo si riferisce ad un accertamento di imposte non conforme alla presente Convenzione;

e) la disposizione del paragrafo 3 dell'articolo 28 non impedirà alle autorità competenti degli Stati Contraenti di mettere in atto, in base a reciproco accordo, altre prassi per concedere le riduzioni ai fini fiscali, previsti dalla presente Convenzione.

Firmato a Roma in duplice esemplare, il 7 maggio 1979, in lingua inglese.

(Seguono le firme).

LEGGE 25 maggio 1981, n. 388.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Tunisi il 16 maggio 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, con protocollo aggiuntivo, firmata a Tunisi il 16 maggio 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione e al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 28 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 maggio 1981

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — REVIGLIO —
FORMICA — COMPAGNA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENZIONE

tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia d'imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica tunisina, desiderosi di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, hanno stabilito le seguenti disposizioni:

Articolo 1.

(*Soggetti*)

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

Articolo 2.

(*Imposte considerate*)

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative e dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito le imposte prelevate sul reddito complessivo o su elementi del reddito, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo dei salari corrisposti dalle imprese, nonchè le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono in particolare:

a) per quanto concerne l'Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;
2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;
3) l'imposta locale sui redditi;

ancorchè riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali « imposta italiana »);

b) per quanto concerne la Tunisia:

1) l'imposta di patente (l'impôt de la patente);

2) l'imposta sugli utili derivanti da professioni non commerciali (l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales);

3) l'imposta sugli stipendi e salari (l'impôt sur les traitements et salaires);

4) l'imposta agricola (l'impôt agricole);

5) l'imposta sul reddito dei valori mobiliari (l'impôt sur le revenu des Valeurs Mobilières);

6) l'imposta sul reddito derivante da crediti, depositi, cauzioni e conti correnti (I.R.C.) (l'impôt sur le revenu des créances, dépots, cautionnements et comptes courants);

7) le tasse prelevate dagli enti locali (les taxes perçues par les collectivités locales);

8) il contributo personale di Stato (la contribution personnelle d'Etat)
(qui di seguito indicate quali « imposta tunisina »).

4. La Convenzione si applicherà anche alle imposte future di natura identica o analoga che verranno istituite dopo la firma della Convenzione in aggiunta o in sostituzione delle imposte di cui al paragrafo 3. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche apportate alle rispettive legislazioni fiscali.

Articolo 3.

(*Definizioni generali*)

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, la Repubblica tunisina o la Repubblica italiana;

b) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

c) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini della imposizione;

d) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e una impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

e) per « traffico internazionale » s'intende qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da

parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

f) il termine « nazionali » designa:

1) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato contraente;

2) le persone giuridiche, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

g) l'espressione « autorità competente » designa:

1) in Tunisia: il Ministro delle finanze o un suo rappresentante autorizzato;

2) in Italia: il Ministero delle finanze.

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte oggetto della Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4.

(Domicilio fiscale)

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « residente di uno Stato contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha una abitazione permanente. Quando essa dispone di una abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha una abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato contraente in cui si trova la sede della sua direzione effettiva. La stessa disposizione si applica alle società di persone e a quelle ad esse equiparate costituite ed organizzate in conformità della legislazione di uno Stato contraente.

Articolo 5.

(*Stabile organizzazione*)

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzioni o di montaggio la cui durata oltrepassi i sei mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche e di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausilario.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente — diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 5 — è considerata « stabile organizzazione » nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sè motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

Articolo 6.

(*Redditi immobiliari*)

1. I redditi derivanti da beni immobili, compresi i redditi delle attività agricole o forestali, sono imponibili nello Stato contraente in cui detti beni sono situati.

2. L'espressione « beni immobili » è definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonchè i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì « beni immobili » l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre ricchezze del suolo. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonchè da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di una impresa nonchè ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

Articolo 7.

(Utili delle imprese)

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 del presente articolo non impedisce a detto Stato contraente di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione in uso; tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai princìpi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

Articolo 8.

(Navigazione marittima ed aerea)

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto di immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili di un'impresa di uno Stato contraente che partecipa a un fondo comune (« pool »), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

Articolo 9.

(Imprese associate)

Allorchè

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che in mancanza di tali condizioni sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Articolo 10.

(Dividendi)

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonchè i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente di cui è residente la società che paga i dividendi sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente di un Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si colleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, nè prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

Articolo 11.

(*Interessi*)

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il

12 per cento dell'ammontare degli interessi. Le autorità competenti degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno degli Stati contraenti sono esenti da imposta in detto Stato se:

a) il debitore degli interessi è il Governo di detto Stato contraente o un suo ente locale; o

b) gli interessi sono pagati al Governo dell'altro Stato contraente o ad un suo ente locale o ad un ente od organismo (compresi gli istituti finanziari) interamente di proprietà di questo Stato contraente o di un suo ente locale.

4. Ai fini del presente articolo il termine « interessi » designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonchè ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario degli interessi, residente di uno Stato contraente, esercita nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o non di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 12.

(*Canoni*)

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato contraente, ma, se la persona che percepisce i canoni ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere:

a) il 16 per cento dell'ammontare lordo dei canoni relativi a marchi di fabbrica o di commercio, a pellicole cinematografiche e televisive, ad attrezzature industriali, commerciali o scientifiche;

b) il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni relativi a diritti di autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche;

c) il 12 per cento negli altri casi.

3. Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le registrazioni per trasmissioni radiofoniche e televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonchè per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti ed i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato contraente. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione per le cui necessità è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni e che come tale ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

6. Se in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e creditore o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e creditore in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 13.

(*Utili di capitale*)

1. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni immobili secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono imponibili nello Stato contraente dove detti beni sono situati.

2. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni mobili appartenenti ad una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una libera professione, compresi gli utili provenienti dalla alienazione totale di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato. Tuttavia, gli utili provenienti dall'alienazione di navi od aeromobili utilizzati in traffico internazionale nonchè dei beni mobili adibiti al loro esercizio sono imponibili soltanto nello Stato contraente ove è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

3. Gli utili provenienti dalla alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1 e 2 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

Articolo 14.

(*Professioni indipendenti*)

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato. Tuttavia detti redditi sono imponibili nell'altro Stato contraente se:

a) l'interessato dispone abitualmente, nell'altro Stato contraente, di una base fissa per l'esercizio delle sue attività, ma unicamente nella misura in cui tali redditi sono imputabili a detta base fissa; o

b) le remunerazioni per le sue prestazioni in detto altro Stato sono pagate da un residente di quest'ultimo Stato ed eccedono i 7.000 dollari nel corso dell'anno fiscale considerato.

2. L'espressione « libera professione » comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo e pedagogico, nonchè le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

Articolo 15.

(*Lavoro subordinato*)

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18 e 19, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di una attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato;

b) le remunerazioni sono pagate da o a nome di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva della impresa.

Articolo 16.

(*Compensi e gettoni di presenza*)

La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del Consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

Articolo 17.

(Artisti e sportivi)

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che gli artisti dello spettacolo, quali gli artisti di teatro, del cinema, della radio o della televisione ed i musicisti, nonchè gli sportivi, ritraggono dalle loro prestazioni personali in tale qualità sono imponibili nello Stato contraente in cui dette attività sono svolte.

2. Quando il reddito proveniente da prestazioni personali di un artista dello spettacolo o di uno sportivo, in tale qualità, è attribuito ad un'altra persona che non sia l'artista o lo sportivo medesimo, detto reddito può essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono svolte, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15.

Articolo 18.

(Pensioni)

Le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

Articolo 19.

(Funzioni pubbliche)

1. *a)* Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo dei servizi resi a detto Stato o a dette suddivisioni od enti locali, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario della remunerazione sia un residente di quest'ultimo Stato che:

i) abbia la nazionalità di detto Stato, o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

Articolo 20.

(*Studenti*)

Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era prima, residente di uno Stato contraente e che soggiorna nell'altro Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di completarvi la propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione o di formazione professionale, non sono imponibili in questo altro Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto altro Stato o siano percepite a titolo di remunerazione di una attività esercitata in detto altro Stato nei limiti di un reddito ragionevole allo scopo di consentirgli di compiere i suoi studi o di completare la propria preparazione professionale.

Articolo 21.

(*Altri redditi*)

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, qualsiasi ne sia la provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario del reddito, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una libera professione mediante una base fissa ivi situata, cui si ricolleghi effettivamente il diritto od il bene produttivo del reddito. In tal caso, gli elementi di reddito sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

Articolo 22.

(*Metodo per evitare le doppie imposizioni*)

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Se un residente della Tunisia possiede elementi di reddito che, in conformità delle disposizioni della presente Convenzione, sono imponibili in Italia, la Tunisia dedurrà dall'imposta prelevata sui redditi del residente un ammontare corrispondente all'imposta pagata in Italia.

Tuttavia, la somma dedotta non potrà eccedere la quota dell'imposta sul reddito, calcolata prima della deduzione, corrispondente al reddito imponibile in Italia.

3. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Tunisia, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Tunisia, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Nessuna deduzione sarà invece accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

4. Quando, in conformità della legislazione di uno degli Stati contraenti, le imposte alle quali si applica la presente Convenzione non sono totalmente od in parte prelevate per un periodo limitato di tempo, dette imposte si considerano interamente pagate ai fini dell'applicazione dei precedenti paragrafi 2 e 3 soltanto per quanto concerne:

a) i dividendi, gli interessi ed i canoni, entro il limite massimo indicato rispettivamente agli articoli 10, paragrafo 2, 11, paragrafo 2, e 12, paragrafo 2; e

b) gli utili delle imprese considerate all'articolo 7, entro il limite massimo del 25 per cento.

Articolo 23.

(*Non-discriminazione*).

1. I nazionali di uno Stato contraente, siano essi residenti o non di uno degli Stati contraenti, non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

In particolare, i nazionali di uno Stato contraente che sono imponibili nell'altro Stato contraente fruiscono delle esenzioni, degli abbattimenti alla base, delle deduzioni e riduzioni di imposte o tasse concessi in relazione alla loro situazione o per carichi di famiglia.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività.

Tale disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, le esenzioni e le deduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11 o del paragrafo 6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5. Ai fini del presente articolo il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere e denominazione.

Articolo 24.

(*Procedura amichevole*)

1. Quando un residente di uno Stato contraente ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui una imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli può, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 23, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso dovrà essere sottoposto entro i tre anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alla Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione. L'accordo sarà applicato quali che siano i termini previsti dalle legislazioni nazionali degli Stati contraenti.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o alla applicazione della Convenzione. Esse potranno altresì consultarsi al fine di eliminare la doppia imposizione nei casi non previsti dalla Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come

indicato nei paragrafi precedenti. Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinioni possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una Commissione formata da rappresentanti delle autorità competenti degli Stati contraenti.

Articolo 25.

(Scambio di informazioni)

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione o quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, nonchè per evitare le evasioni fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi l'autorità giudiziaria e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente Convenzione, delle procedure concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Le predette persone od autorità potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 26.

(Funzionari diplomatici e consolari)

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i funzionari diplomatici o consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

Articolo 27.

(*Procedura di rimborso*)

1. Le imposte riscosse in uno dei due Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato di cui esso è residente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto all'applicazione dei benefici previsti dalla presente Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 24, le modalità di applicazione del presente articolo.

Articolo 28.

(*Entrata in vigore*)

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati non appena possibile.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno:

a) alle imposte prelevate alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica;

b) alle altre imposte di periodi imponibili che si chiudono a decorrere dal 1° gennaio dell'anno di tale scambio.

3. La Convenzione italo-tunisina contro le doppie imposizioni sui redditi derivanti dall'esercizio in traffico internazionale della navigazione aerea e marittima firmata a Tunisi il 20 novembre 1969 sarà da considerarsi decaduta e cesserà di produrre i suoi effetti nei confronti delle imposte tunisine o italiane dal momento in cui diverrà efficace nei loro confronti la presente Convenzione in base al precedente paragrafo 2.

Articolo 29.

(*Denuncia*)

La presente Convenzione rimarrà in vigore sino alla denuncia da parte di uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente può denunciare la Convenzione per via diplomatica con un preavviso minimo

di sei mesi, prima della fine di ciascun anno solare ed al termine di un periodo di cinque anni successivo alla data della sua entrata in vigore. In questo caso, la Convenzione si applicherà per l'ultima volta:

a) alle imposte riscosse mediante ritenuta alla fonte sui redditi pagabili al più tardi il 31 dicembre dell'anno della denuncia;

b) alle altre imposte di periodi imponibili che si chiudono al più tardi il 31 dicembre dello stesso anno.

In fede di che i plenipotenziari dei due Stati hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a TUNISI il 16 maggio 1979 in duplice esemplare in lingua italiana e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

per il Governo della Repubblica italiana

Arnaldo FORLANI
Ministro degli affari esteri

per il Governo della Repubblica tunisina

Mohamed FITOURI
Ministro degli affari esteri

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

PROTOCOLLO AGGIUNTIVO

alla Convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, i sottoscritti plenipotenziari hanno concordato le seguenti disposizioni supplementari che formano parte integrante della Convenzione.

Resta inteso:

a) che le disposizioni dell'articolo 4, paragrafo 3, non impediscono che vengano assoggettati ad imposizione gli utili delle società di fatto o delle altre associazioni di persone ai sensi della legislazione interna di ciascuno Stato contraente;

b) che, per quanto concerne l'articolo 7, paragrafo 3, per « spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione » si intendono le spese direttamente connesse con l'attività della stabile organizzazione;

c) che il termine « canoni » considerato al paragrafo 3 dell'articolo 12 comprende gli studi tecnici ed economici a carattere industriale o commerciale;

d) che, in relazione al paragrafo 1 dell'articolo 24, all'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » si attribuisce il significato secondo cui la attivazione della procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerne una applicazione non conforme alla Convenzione delle imposte italiane;

e) che la disposizione di cui al paragrafo 3 dell'articolo 27 non esclude l'interpretazione secondo la quale le autorità competenti degli Stati contraenti possono di comune accordo stabilire procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni d'imposta cui dà diritto la Convenzione.

Fatto a TUNISI il 16 maggio 1979, in duplice esemplare in lingua italiana e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

per il Governo della Repubblica italiana

Arnaldo FORLANI
Ministro degli affari esteri

per il Governo della Repubblica tunisina

Mohamed FITOURI
Ministro degli affari esteri

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

ERNESTO LUPO, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(2651117/7) Roma, 1981 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.